



BUREAU
VERITAS

Bureau Veritas – Registre international de classification de navires et d'aéronefs
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital social de 12.039.955,20 €
Siège social : 17 bis, Place des Reflets
La Défense 2 - 92400 Courbevoie
775.690.621 R.C.S. Nanterre

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

Le document de base de la société Bureau Veritas a été enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 10 juillet 2007 sous le numéro I.07-127. La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 août 2007.

Le document de base et la présente actualisation ne peuvent être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'ils sont complétés par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.



Des exemplaires du document de base et de la présente actualisation sont disponibles sans frais au siège social de Bureau Veritas, 17 bis, Place des Reflets, La Défense 2 - 92400 Courbevoie – France, ainsi que sur le site Internet de Bureau Veritas (www.bureauveritas.fr) et sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

TABLE DES MATIERES

1.	PERSONNES RESPONSABLES	1
1.1	RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE	1
1.2	ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE	1
1.3	RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE	1
1.4	CALENDRIER INDICATIF DE L'INFORMATION FINANCIERE	1
2.	CONTROLEUR LEGAUX DES COMPTES	2
2.1	COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES	2
2.2	COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS	2
3.	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	3
4.	FACTEURS DE RISQUE	5
4.4	RISQUES LIES A L'ENDETTEMENT, AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET AUX ENGAGEMENTS DU GROUPE	5
4.4.1	<i>Risques liés à l'endettement du Groupe</i>	5
4.5	RISQUES DE MARCHE	5
4.5.1	<i>Risque de taux d'intérêt</i>	5
4.5.2	<i>Risque de liquidité</i>	5
4.5.3	<i>Risque de change</i>	6
4.7	ASSURANCES	6
5.	INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE	7
5.1	INVESTISSEMENTS	7
5.1.1	<i>Investissements réalisés au cours des premiers semestres 2007 et 2006</i>	7
6.	APERCU DES ACTIVITES DU GROUPE	8
9.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE	10
9.1	PRESENTATION GENERALE	10
9.1.1	<i>Présentation générale du Groupe</i>	10
9.1.2	<i>Facteurs ayant une incidence significative sur les résultats du Groupe</i>	10
9.1.3	<i>Éléments du compte de résultat</i>	10
9.2	RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS DU GROUPE	11
9.2.6	<i>Provisions pour risques et charges</i>	11
9.3	COMPARAISON DES RESULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE	11
9.3.1	<i>Chiffre d'affaires</i>	12
9.3.2	<i>Résultat opérationnel</i>	12
9.3.3	<i>Résultat opérationnel ajusté</i>	13
9.3.4	<i>Résultat financier</i>	14
9.3.5	<i>Impôts sur les résultats</i>	14
9.3.6	<i>Résultat net part du Groupe</i>	14
9.3.7	<i>Résultats par activité</i>	14
9.4	APPRECIATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES RISQUES DE MARCHE DU GROUPE	21
9.4.2	<i>Risque de taux d'intérêt</i>	21
9.4.3	<i>Risque de liquidité</i>	21

10.	TRESORERIE ET CAPITAUX PROPRES	22
10.1	FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2007 ET 30 JUIN 2006	22
10.1.1	<i>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe</i>	23
10.1.2	<i>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe</i>	23
10.1.3	<i>Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe</i>	24
10.2	SOURCES DE FINANCEMENT DU GROUPE	24
10.2.1	<i>Principales caractéristiques de l'Emprunt syndiqué 2006</i>	25
10.3	ENGAGEMENTS DONNES	26
10.3.1	<i>Ajustements et compléments de prix d'acquisition</i>	26
12.	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES ET LES OBJECTIFS	27
12.2	PERSPECTIVES D'AVENIR	27
13.	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICE	28
13.1	PREVISIONS DU GROUPE	28
13.1.1	<i>Hypothèses</i>	28
13.1.2	<i>Prévisions du Groupe pour l'exercice 2007</i>	28
17.	SALARIES	29
17.1	NOMBRE ET REPARTITION DES SALARIES	29
17.2	OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS	30
20.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE BUREAU VERITAS	32
20.1	COMPTES CONSOLIDES DE BUREAU VERITAS	32
20.1.1	<i>Comptes consolidés de Bureau Veritas pour le premier semestre 2007 et le premier semestre 2006</i>	32
20.1.2	<i>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de Bureau Veritas pour le premier semestre 2007</i>	44
20.2	DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES	44
24.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	45
25.	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	46

REMARQUES GENERALES

La présente actualisation a pour but de mettre à jour le document de base enregistré par l'Autorité des marchés financiers le 10 juillet 2007 sous le numéro I.07-127 (le « Document de base »). Ne figurent dans la présente actualisation que les sections du Document de base pour lesquelles une actualisation s'est avérée nécessaire.

Dans la présente actualisation du Document de base, les termes « Bureau Veritas » ou la « Société » désignent la société Bureau Veritas – Registre International de Classification de Navires et d'Aéronefs. Le terme le « Groupe » désigne Bureau Veritas et l'ensemble de ses filiales.

La présente actualisation du Document de base contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire.

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au Chapitre 4 du Document de base et de la présente actualisation avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers du Groupe ou ses objectifs.

(La présente page est laissée en blanc intentionnellement.)

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

Monsieur Frank Piedelièvre, Président du Directoire de Bureau Veritas.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation du document de base ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du document de base. »

Frank Piedelièvre
Président du Directoire de Bureau Veritas

1.3 RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur François Tardan
Directeur financier du Groupe
Adresse : 17 bis, Place des Reflets – La Défense 2 - 92400 Courbevoie
Téléphone : 01 42 91 54 59
Télécopie : 01 42 91 52 94

1.4 CALENDRIER INDICATIF DE L'INFORMATION FINANCIERE

Les informations financières communiquées au public par Bureau Veritas seront disponibles sur son site Internet (www.bureauveritas.fr).

A titre indicatif, le calendrier de la communication financière de Bureau Veritas jusqu'au 31 décembre 2007 devrait être le suivant :

Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2007
--

6 novembre 2007

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1 COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

PricewaterhouseCoopers Audit
Représenté par Monsieur Jean-François Châtel
63, rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que commissaire aux comptes titulaire lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 juin 2004, pour une durée de six exercices sociaux.

PricewaterhouseCoopers Audit appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

Bellot Mullenbach & Associés
Représenté par Monsieur Pascal de Rocquigny et Monsieur Thierry Bellot
14, rue Clapeyron
75008 Paris

Bellot Mullenbach & Associés a été nommé commissaire aux comptes titulaire lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 juin 2004, pour une durée de six exercices sociaux.

Bellot Mullenbach & Associés appartient à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris.

2.2 COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Monsieur Pierre Coll
63 rue de Villiers
92200 Neuilly-sur-Seine

Monsieur Pierre Coll a été renouvelé en tant que commissaire aux comptes suppléant lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 juin 2004, pour une durée de six exercices sociaux.

Monsieur Jean-Louis Brun d'Arre
14, rue Clapeyron
75008 Paris

Monsieur Jean-Louis Brun d'Arre a été nommé commissaire aux comptes suppléant lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 30 juin 2004, pour une durée de six exercices sociaux.

3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les tableaux ci-dessous présentent des extraits des comptes consolidés du Groupe pour les comptes semestriels aux 30 juin 2006 et 2007 préparés conformément aux normes IFRS.

Ces éléments doivent être lus et appréciés au regard des comptes du Groupe et de leurs notes annexes figurant au Chapitre 20 de la présente actualisation du Document de base.

Principaux chiffres clés du compte de résultat de Bureau Veritas

(En millions d'euros courants)	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Chiffre d'Affaires	969,4	896,5
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	140,7	118,6
Marge opérationnelle ajustée en %	14,5 %	13,2 %
Résultat financier	(14,2)	(17,2)
Résultat net part du groupe	83,1	67,4

⁽¹⁾ Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges relatifs aux acquisitions et aux autres éléments jugés comme non récurrents (voir paragraphe 9.1.3.3 du Document de base). La marge opérationnelle ajustée est calculée sur la base du résultat opérationnel ajusté rapporté au chiffre d'affaires.

Réconciliation du résultat opérationnel et du résultat opérationnel ajusté

(En millions d'euros courants)	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Résultat opérationnel	130,8	113,2
Dotations aux amortissements des allocations d'écarts d'acquisition	4,2	3,0
Perte de valeur des écarts d'acquisitions	0,3	0
Résultat de cession d'activité	0	0,2
Coûts de réorganisation	0,3	1,2
Honoraires de gestion versés à l'actionnaire	1,0	1,0
Frais d'étude d'introduction en bourse	4,1	0
Résultat opérationnel ajusté	140,7	118,6

Principaux chiffres clés du tableau des flux de trésorerie de Bureau Veritas

(En millions d'euros courants)	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Résultat net	85,3	68,5
Variation du besoin de fonds de roulement lié à l'activité	(42,2)	(50,7)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	73,9	43,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(18,0)	(22,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,5	5,8
Dividendes reçus	1,3	1,7
Intérêts payés	(12,9)	(12,5)
Flux net de trésorerie disponible après impôts et intérêts financiers	44,8	16,2

Principaux chiffres clés du bilan

(En millions d'euros courants)	30 juin 2007	31 décembre 2006
Total actif non courant	767,6	718,9
Total actif courant	772,3	701,1
Capitaux propres	72,1	228,1
Passifs financiers non courants	680,9	449,8
Autres passifs non courants	176,1	177,9
Passifs courants	611,6	564,2
Endettement net total⁽¹⁾	639,6	387,6

⁽¹⁾ L'endettement net total est défini comme l'endettement brut total du Groupe duquel sont déduits les valeurs mobilières et créances assimilées ainsi que les disponibilités (voir paragraphe 10.2 de la présente actualisation du Document de base).

Chiffre d'affaires par division

(En millions d'euros courants)	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Marine	121,6	103,3
Industrie	133,5	106,1
Inspections et Vérifications en Service	124,5	117,5
HSE	95,8	96,1
Construction	186,2	187,4
Certification	119,7	111,5
Biens de Consommation	120,4	118,8
Services aux Gouvernements et Commerce International	67,7	55,8
Chiffre d'affaires consolidé	969,4	896,5

Résultat opérationnel ajusté par division

(En millions d'euros courants)	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Marine	35,8	28,8
Industrie	14,4	11,8
Inspections et Vérifications en Service	6,8	9,2
HSE	5,7	7,4
Construction	20,2	16,0
Certification	21,3	17,9
Biens de consommation	23,5	21,7
Services aux Gouvernements et Commerce International	13,0	5,8
Résultat opérationnel ajusté consolidé	140,7	118,6

4. FACTEURS DE RISQUE

4.4 RISQUES LIÉS A L'ENDETTEMENT, AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET AUX ENGAGEMENTS DU GROUPE

4.4.1 Risques liés à l'endettement du Groupe

Au 30 juin 2007, l'endettement brut consolidé du Groupe s'élevait à 758,1 millions d'euros, contre 494,4 millions d'euros au 31 décembre 2006, et son endettement net consolidé à 639,6 millions d'euros, contre 387,6 millions d'euros au 31 décembre 2006. L'endettement du Groupe comprend principalement les sommes tirées au titre d'un crédit syndiqué (728,3 millions d'euros, l'« Emprunt Syndiqué 2006 ») et les autres emprunts bancaires (18,5 millions d'euros). L'augmentation de l'endettement du Groupe entre le 31 décembre 2006 et le 30 juin 2007 est principalement liée aux opérations de réduction de capital et au versement du dividende au titre de l'exercice 2006 (voir le paragraphe 10.1.3 de la présente actualisation du Document de base). Une description détaillée de l'endettement du Groupe est incluse au paragraphe 10.2 de la présente actualisation du Document de base.

4.5 RISQUES DE MARCHÉ

4.5.1 Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous présente, au 30 juin 2007, l'échéance des actifs et dettes financières :

<i>(en millions d'euros) – Actif / (Passif)</i>	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	(68,7)	(611,6)	(65,3)	(745,6)
Concours bancaires	(12,5)	0,0	0,0	(12,5)
TOTAL – Passif Financier	(81,2)	(611,6)	(65,3)	(758,1)
TOTAL – Actif Financier	118,5	0,0	0,0	118,5
Position Nette (Actif – Passif) avant gestion	37,3	(611,6)	(65,3)	(639,6)
Hors-bilan (couverture taux)	74,0	224,0	50,0	348,0
Position Nette (Actif – Passif) après gestion	111,3	(387,6)	(15,3)	(291,6)
Impact d'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt	1,1	(3,9)	(0,2)	(2,9)

Au 30 juin 2007, le Groupe estime qu'une augmentation d'un point des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation de la charge d'intérêt du Groupe de l'ordre de 2,9 millions d'euros.

Une description détaillée du risque de taux d'intérêt figure au paragraphe 9.4.2 de la présente actualisation.

4.5.2 Risque de liquidité

Au titre de son endettement, le Groupe n'a pas de charges de remboursement significatives à court ou moyen terme.

Au 30 juin 2007, le Groupe respectait l'ensemble des engagements et ratios financiers qui lui étaient applicables (voir paragraphe 10.2 du Document de base pour une description détaillée de ces engagements et ratios financiers).

4.5.3 Risque de change

Le tableau ci-dessous présente les actifs (trésorerie et valeurs mobilières de placement) et passifs financiers dans les principales devises du Groupe au 30 juin 2007 :

<i>(en millions d'euros)</i>	EUR	USD	GBP	Autres	Total
Passif financier	334,6	361,5	50,4	11,6	758,1
Actif financier	16,3	35,8	7,2	59,2	118,5
Position nette (actif – passif) avant gestion	(318,3)	(325,7)	(43,2)	47,6	(639,6)
Hors-bilan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Position nette après gestion	(318,3)	(325,7)	(43,2)	47,6	(639,6)
Impact d'une augmentation de 1 % des cours de change		(3,3)	(0,4)	0,4	

4.7 ASSURANCES

Le coût global de gestion des sinistres de responsabilité civile professionnelle et d'exploitation du Groupe, comprenant les primes d'assurance versées, les montants non supportés par les programmes d'assurance ainsi que les coûts associés au suivi des litiges, a représenté, sur la base des informations disponibles à ce jour, respectivement 1,9 %, 2,4 % et 2,0 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre des exercices 2004, 2005 et 2006. Ce montant ne prend pas en compte les litiges non significatifs et non déclarés aux assureurs.

5. INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE

5.1 INVESTISSEMENTS

5.1.1 Investissements réalisés au cours des premiers semestres 2007 et 2006

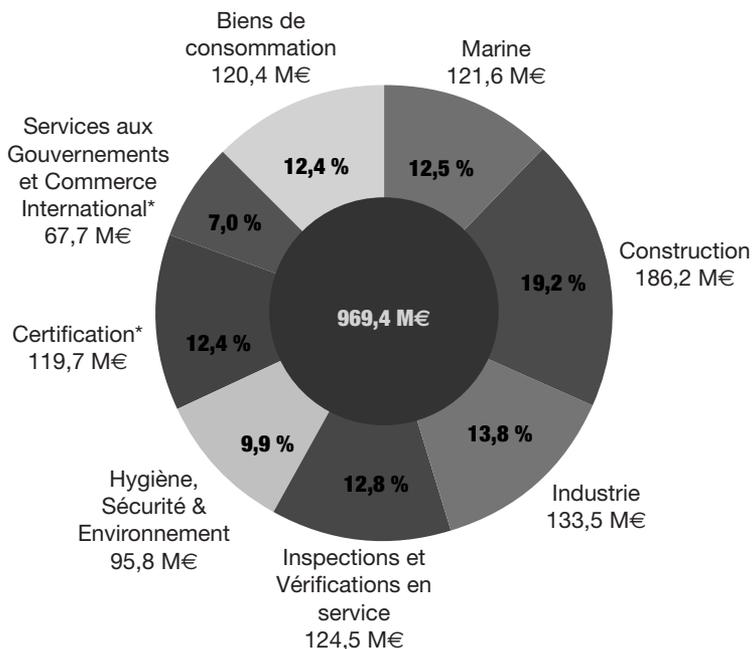
Le montant total des investissements d'immobilisations corporelles et incorporelles réalisés par le Groupe est de 18,0 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 22,5 millions d'euros au premier semestre 2006.

Ceci représente un taux d'investissement égal à 1,9 % du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2007, contre 2,5 % pour le premier semestre 2006. Le programme d'investissements de l'année 2007 devrait représenter environ 2,5 % du chiffre d'affaires.

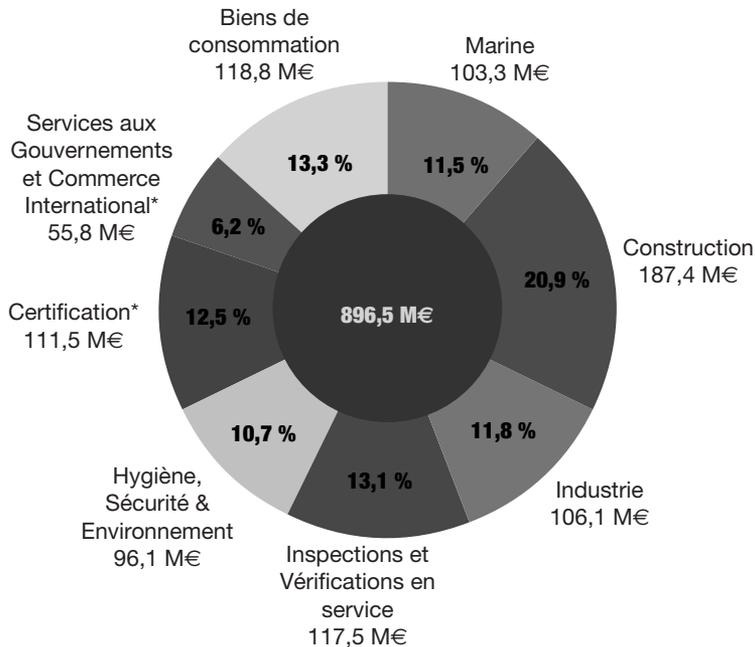
6. APERCU DES ACTIVITES DU GROUPE

Les graphiques ci-dessous présentent la répartition du chiffre d'affaires du Groupe par division et par zone géographique au 30 juin 2007 et au 30 juin 2006 :

Répartition du chiffre d'affaires du premier semestre 2007 du Groupe par division

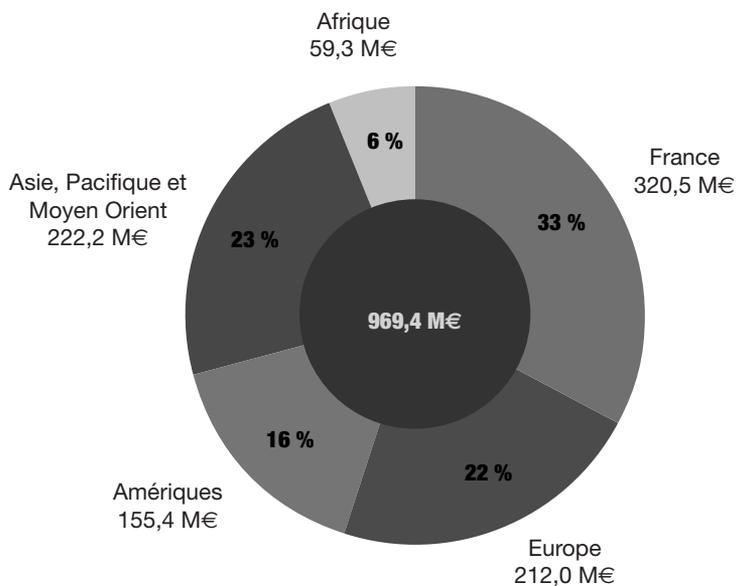


Répartition du chiffre d'affaires du premier semestre 2006 du Groupe par division

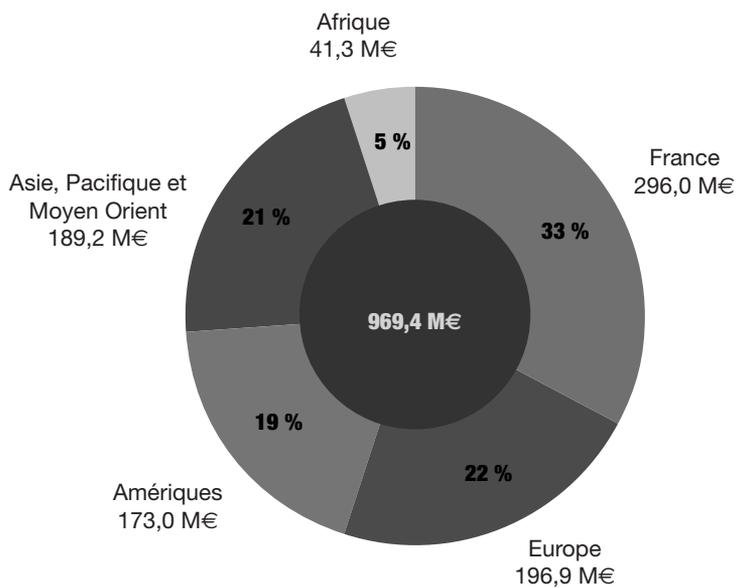


(*) Depuis le 1^{er} janvier 2007, l'activité de certification aéronautique a été reclassée de la division Services aux Gouvernements et Commerce International au profit de la division Certification. Les chiffres d'affaires du premier semestre 2006 de ces deux divisions ont été retraités au nouveau périmètre.

Répartition du chiffre d'affaires du premier semestre 2007 du Groupe par zone géographique



Répartition du chiffre d'affaires du premier semestre 2006 du Groupe par zone géographique



9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes semestriels consolidés figurant au Chapitre 20 de la présente actualisation du Document de base, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes consolidés figurant au Chapitre 20 du Document de base. En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2007 et du premier semestre 2006 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne. Les pourcentages peuvent être calculés à partir de chiffres non entiers et peuvent, en conséquence, être différents des pourcentages calculés à partir des chiffres entiers.

L'intégralité de l'information requise par IFRS 1 sur la transition aux IFRS figure dans les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre de l'exercice 2005 qui sont disponibles sur le site Internet de la Société (www.bureauveritas.fr), et est résumée dans la note 31 annexée aux états financiers consolidés figurant au Chapitre 20 du Document de base. Cette mention est communiquée à titre purement informatif et ne constitue pas une incorporation par référence d'éléments ne figurant pas dans le Document de base ou la présente actualisation.

9.1 PRESENTATION GENERALE

9.1.1 Présentation générale du Groupe

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé 969,4 millions d'euros au premier semestre 2007, et le résultat net consolidé part du Groupe à 83,1 millions d'euros pour la même période. Au 30 juin 2007, la répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé du Groupe était la suivante : France (33 %), Europe – hors France (22 %), Amériques (16 %), Asie-Pacifique et Moyen-Orient (23 %) et Afrique (6 %).

9.1.2 Facteurs ayant une incidence significative sur les résultats du Groupe

9.1.2.3 Effet de taille

L'ensemble des coûts liés aux fonctions centrales du Groupe (direction générale et fonctions financière, juridique, assurances et gestion des risques, ressources humaines, qualité, communication, systèmes et réseaux d'information) a représenté un montant de :

- 18,5 millions d'euros au premier semestre 2007, soit 1,9 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe ;
- 16,1 millions d'euros au premier semestre 2006, soit 1,8 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

La légère augmentation des coûts centraux est principalement due au renforcement des équipes centrales en vue de la préparation de l'admission aux négociations des actions de la Société sur l'Eurolist d'Euronext.

9.1.2.5 Effet de la fluctuation des taux de change

Durant le premier semestre 2007, plus de la moitié du chiffre d'affaires du Groupe était réalisée dans des devises autres que l'euro dont 18 % en dollars américains, 7 % en Livre Sterling et 7 % en dollars de Hong Kong.

La variation des taux de change constatée au cours du premier semestre 2007 a eu un impact négatif de 24,4 millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

9.1.3 Eléments du compte de résultat

9.1.3.2 Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles sont principalement constituées des frais de personnels et des charges et achats externes. Une présentation détaillée des charges opérationnelles figure dans la note 5 annexée aux états financiers consolidés figurant au Chapitre 20 de la présente actualisation du Document de base.

Frais de personnel

Les frais de personnel ont représenté 504,6 millions d'euros au premier semestre 2007, constituant ainsi le poste de charges le plus important, contre 468,3 millions d'euros au premier semestre 2006.

Achats et charges externes

Les achats et charges externes ont représenté 283,4 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 271,2 millions d'euros au premier semestre 2006.

Les éléments les plus significatifs du poste achats et charges externes sont pour le premier semestre 2007 : la sous-traitance opérationnelle (60,4 millions d'euros), les transports et déplacements (85,2 millions d'euros) et les autres services extérieurs incluant principalement les honoraires divers, les entretiens de locaux, les assurances, les frais de télécommunications et de poste (115,0 millions d'euros).

9.2 RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS DU GROUPE

9.2.6 Provisions pour risques et charges

Le Groupe constitue des provisions statistiques uniquement pour couvrir certains risques liés aux activités en France de la division Construction. Les provisions pour risques et charges sont constituées sur une base individuelle pour les autres activités du Groupe.

9.3 COMPARAISON DES RESULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE

Depuis 2005, le Groupe est organisé selon huit divisions globales : Marine, Biens de Consommation, Services aux Gouvernements et Commerce International, ainsi que les cinq divisions qui constituent le pôle Industrie et Infrastructures (Industrie, Inspections et Vérifications en-service, Hygiène-Sécurité et Environnement (« HSE »), Construction et Certification). La comparaison du premier semestre 2007 et du premier semestre 2006 est donc réalisée en analysant l'évolution du chiffre d'affaires et des résultats des huit divisions globales. A noter que depuis le 1^{er} janvier 2007, l'activité de certification aéronautique (chiffre d'affaires de 14,7 millions d'euros au premier semestre 2007 et de 13,6 millions d'euros au premier semestre 2006) a été reclassée de la division Services aux Gouvernements et Commerce international au profit de la division Certification. Les chiffres d'affaires du premier semestre 2006 de ces deux divisions ont été retraités au nouveau périmètre.

(en millions d'euros)	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	969,4	896,5	8,1 %
Achats et charges externes	(283,4)	(271,2)	4,5 %
Frais de personnel	(504,6)	(468,3)	7,8 %
Autres charges	(50,6)	(43,8)	15,5 %
Résultat opérationnel	130,8	113,2	15,6 %
Résultat financier	(14,2)	(17,2)	(17,4)%
Résultat avant impôts	116,7	95,7	21,9 %
Impôts sur les résultats	(31,4)	(27,2)	15,4 %
Résultat net	85,3	68,5	24,5 %
Intérêts minoritaires	2,2	1,1	100,0 %
Résultat net part du Groupe	83,1	67,4	23,3 %

9.3.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé a augmenté de 8,1 % à 969,4 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 896,5 millions d'euros sur la même période en 2006. Cette évolution s'analyse de la façon suivante :

- une croissance organique de 9,0 %, résultant d'une très forte progression des divisions Marine et Industrie, du retour à la croissance de la division Services aux Gouvernements et Commerce International, de bonnes performances des divisions Certification et Biens de Consommation et d'une croissance limitée des divisions Construction et Inspections et Vérifications en Service. Seule l'activité de la division HSE, en phase d'intégration des nombreuses et récentes acquisitions enregistre une réduction de son chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants ;
- une augmentation de 1,9 % du chiffre d'affaires liée aux changements de périmètre de consolidation, avec la consolidation sur l'ensemble du semestre des sociétés acquises au cours de l'exercice 2006 et en particulier de Nagtglas aux Pays-Bas (acquise en février 2006), NEIS aux Etats-Unis (acquise en juin 2006), ECS en France (acquise en avril 2006), Kilpatrick, Intico Integrity Engineering, Alert Solutions et IRC en Australie (acquises respectivement en avril, juin, juillet et décembre 2006), ainsi que l'intégration des sociétés acquises depuis le 1^{er} janvier 2007, soit la société allemande Innova et la société autrichienne Zertifizierung Bau (acquises en janvier 2007) ;
- d'un impact négatif des variations de taux de change de 2,8 %, résultant du renforcement de l'euro sur la période face au dollar américain, au dollar de Hong Kong et au yen japonais.

A périmètre de consolidation et taux de change constants, les évolutions du chiffre d'affaires par division ont été les suivantes :

	Variation du chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2007/ 1 ^{er} semestre 2006	Part de la division dans le chiffre d'affaires consolidé du Groupe (1 ^{er} semestre 2007)
Marine	20,8 %	13 %
Industrie	17,9 %	14 %
Inspections et Vérifications en Service	5,3 %	13 %
HSE	(3,1)%	10 %
Construction	1,3 %	19 %
Certification ^(*)	9,8 %	12 %
Biens de Consommation	8,2 %	12 %
Service aux Gouvernements et Commerce International ^(*)	23,9 %	7 %
Total	9,0 %	100 %

^(*) Depuis le 1^{er} janvier 2007, la certification aéronautique (chiffre d'affaires de 14,7 millions d'euros au premier semestre 2007 et de 13,6 millions d'euros au premier semestre 2006) a été reclassée de la division Services aux Gouvernements et Commerce international au profit de la division Certification. Les chiffres d'affaires du premier semestre 2006 de ces deux divisions ont été retraités au nouveau périmètre.

9.3.2 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe a augmenté de 15,6 % à 130,8 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 113,2 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette augmentation de 17,6 millions d'euros provient de l'amélioration du résultat opérationnel des six divisions suivantes :

- Marine : + 6,6 millions d'euros ;
- Industrie : + 1,8 millions d'euros ;
- Construction : + 3,7 millions d'euros ;
- Certification : + 3,0 millions d'euros ;
- Biens de Consommation : + 1,3 million d'euros ;
- Services aux Gouvernements et Commerce International : +7,0 millions d'euros ;

Deux divisions ont enregistré une diminution de leur résultat opérationnel :

- Inspections et Vérifications en Service : – 3,2 million d’euros ;
- HSE : – 2,6 million d’euros.

La marge opérationnelle au premier semestre 2007 s’est améliorée de 0,9 point pour atteindre 13,5 % du chiffre d’affaires contre 12,6 % au premier semestre 2006. Toutes les divisions ont enregistré une augmentation de leur résultat opérationnel à l’exception des divisions HSE et Inspections et Vérifications en Service qui ont constaté un léger retrait. La progression la plus significative est celle de la division Services aux Gouvernements et Commerce International qui bénéficie à la fois d’un retour à une forte croissance d’activité et des mesures d’optimisation des coûts mises en place au cours de l’exercice 2006.

Il convient de noter que le résultat opérationnel au premier semestre 2007 comprend une provision de 4,1 millions d’euros pour des frais d’étude en vue de l’introduction en bourse de Bureau Veritas.

9.3.3 Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel « ajusté » est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges relatifs aux acquisitions et aux autres éléments jugés comme non récurrents (voir paragraphe 9.1.3.3 du Document de base).

Le tableau ci-dessous présente le calcul et l’évolution du résultat opérationnel ajusté au premier semestre 2006 et au premier semestre 2007 :

<i>(en millions d’euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Résultat opérationnel	130,8	113,2	15,6 %
Dotations aux amortissements des allocations d’écarts d’acquisition	4,2	3,0	37,9 %
Perte de valeur des écarts d’acquisitions	0,3	0,0	N/A
Résultat de cession d’activité	0,0	0,2	N/A
Coûts de réorganisation	0,3	1,1	(77,9)%
Honoraires de gestion versés à l’actionnaire ^(*)	1,0	1,0	0 %
Frais d’étude d’introduction en bourse	4,1	–	N/A
Résultat opérationnel ajusté	140,7	118,6	18,6 %

^(*) Les honoraires de gestion ne seront plus versés à l’actionnaire suite à l’admission des titres de la Société sur le marché Eurolist d’Euronext.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 18,6 % à 140,7 millions d’euros au premier semestre 2007 contre 118,6 millions d’euros sur la même période en 2006. Cette augmentation de 22,1 millions d’euros provient de l’amélioration du résultat opérationnel ajusté des six divisions suivantes :

- Marine : + 7,0 millions d’euros ;
- Industrie : + 2,6 millions d’euros ;
- Construction : + 4,2 millions d’euros ;
- Certification : + 3,4 millions d’euros ;
- Biens de Consommation : + 1,8 million d’euros ;
- Services aux Gouvernements et Commerce International : +7,2 millions d’euros.

Deux divisions ont enregistré une diminution de leur résultat opérationnel :

- Inspections et Vérifications en Service : – 2,4 million d’euros ;
- HSE : – 1,7 million d’euros.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre 2007 s'est améliorée de 1,3 point pour atteindre 14,5 % du chiffre d'affaires contre 13,2 % au premier semestre 2006. La marge opérationnelle ajustée à périmètre constant (même périmètre qu'au premier semestre 2006) est de 14,7 %.

9.3.4 Résultat financier

Au premier semestre 2007, le résultat financier du Groupe a représenté une charge nette de 14,2 millions d'euros, en réduction de 3,0 millions d'euros par rapport à la même période en 2006.

Cette réduction du résultat financier comprend un impact négatif de 2 millions d'euros lié à la hausse des taux et de 3,2 millions d'euros lié à la hausse du niveau d'endettement (rachat d'actions de 152,6 millions d'euros, dividende versé à l'actionnaire de 100,7 millions d'euros), impacts compensés d'une part par une économie de 1,9 million d'euros sur la marge applicable sur l'Emprunt Syndiqué 2006 et d'autre part par l'impact positif du calcul du coût amorti de la dette pour 1,8 millions d'euros et l'effet positif des couvertures de taux pour 0,6 million d'euros.

Les autres charges financières nettes des autres produits financiers s'élèvent à 1,3 million d'euros au premier semestre 2007 à comparer à 4,7 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette évolution provient principalement de la réduction des pertes de changes de 4,9 millions d'euros par rapport au premier semestre 2006, période qui avait été affectée par une perte de change non récurrente de 7 millions d'euros sur une opération de refinancement intra-groupe (cf. § 9.3.1.4 du Document de base).

9.3.5 Impôts sur les résultats

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 31,4 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 27,2 millions d'euros au premier semestre 2006, en augmentation de 15,4 %. Le taux d'impôt effectif, représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, est en léger retrait à 26,9 % contre 28,4 % au premier semestre 2006 grâce à la poursuite d'opérations de rationalisation des structures juridiques et à la progression des résultats dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

9.3.6 Résultat net part du Groupe

Le résultat net consolidé part du Groupe ressort à 83,1 millions d'euros au premier semestre 2007, en progression de 23,3 % sur le premier semestre 2006 (67,4 millions d'euros). Cette évolution résulte principalement :

- d'une augmentation du résultat opérationnel de 17,6 millions d'euros ;
- d'une réduction de 3,0 millions d'euros des charges financières nettes ;
- et d'une hausse de 5,3 millions d'euros du montant de l'impôt sur les bénéfices et des intérêts minoritaires.

9.3.7 Résultats par activité

(a) Marine

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	121,6	103,3	17,7 %
Résultat opérationnel ajusté	35,8	28,8	24,3 %
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	29,4 %	27,9 %	

Le chiffre d'affaires de la division Marine a augmenté de 17,7 % à 121,6 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 103,3 millions d'euros au premier semestre 2006, en raison :

- d'une augmentation de 20,8 % du chiffre d'affaires à périmètre de consolidation et taux de change constants ;
- d'une réduction de 3,1 % du chiffre d'affaires imputable à l'évolution défavorable des taux de change.

L'activité de classification des navires en construction et des équipements à bord est en très forte progression en Asie (notamment en Chine et en Corée) et en Europe (notamment en Allemagne, Suède et Finlande). Ceci est dû au dynamisme du marché des navires neufs et à des gains de parts de marché.

Les commandes mondiales de nouveaux navires ont atteint 69,3 millions de tonnes au premier semestre 2007 contre 40,0 millions de tonnes au premier semestre 2006. Bureau Veritas a enregistré 806 commandes pour un total de 9,0 millions de tonnes au premier semestre 2007, contre 448 commandes pour un total de 4,2 millions de tonnes au premier semestre 2006. La part de marché mondiale de Bureau Veritas est de 21,2 % en nombre de navires neufs commandés et de 12,9 % en tonnage au premier semestre 2007 contre 18,0 % en nombre de navires et 10,6 % en tonnage au premier semestre 2006.

Le carnet de commandes au 30 juin 2007 représentait un total de 23,7 millions de tonnes contre 17,4 millions de tonnes au 31 décembre 2006.

La progression du chiffre d'affaires de la division Marine est également due à la croissance de l'activité de surveillance des navires en service. Au 30 juin 2007, la flotte classée par Bureau Veritas représentait un total de 7 717 navires pour un tonnage de 56,4 millions de tonnes contre une flotte de 7 227 navires pour un tonnage de 51,2 millions de tonnes au 30 juin 2006.

Le résultat opérationnel ajusté de la division Marine a augmenté de 24,3 % pour atteindre 35,8 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 28,8 millions d'euros au premier semestre 2006, en raison de la progression de 17,7 % du chiffre d'affaires et d'une amélioration de la marge opérationnelle ajustée qui s'établit à 29,4 % au premier semestre 2007 contre 27,9 % au premier semestre 2006.

L'amélioration de la marge opérationnelle ajustée est due à un meilleur amortissement des coûts fixes centraux de la division et à un taux d'utilisation accru des inspecteurs dans l'activité de certification des équipements industriels embarqués aussi bien en Asie qu'en Europe et aux Etats-Unis.

(b) Industrie

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	133,5	106,1	25,9 %
Résultat opérationnel ajusté	14,4	11,8	22,0 %
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	<i>10,8 %</i>	<i>11,1 %</i>	

Le chiffre d'affaires de la division Industrie a augmenté de 25,9 % à 133,5 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 106,1 millions d'euros au premier semestre 2006 en raison :

- d'une hausse de 17,9 % du chiffre d'affaires à périmètre de consolidation et taux de change constants ;
- et d'une augmentation de 10,7 % liée aux mouvements de périmètre, avec principalement la consolidation sur l'ensemble du semestre de la société australienne Intico Integrity Engineering acquise en juin 2006 ;
- de l'évolution défavorable des taux de change sur la période, ayant entraîné une réduction de 2,8 % du chiffre d'affaires.

La croissance organique de 17,9 % du chiffre d'affaires de la division Industrie est due à une très forte croissance de l'activité en Chine, en Russie, au Kazakhstan, en Amérique Latine, au Royaume-Uni et en Espagne. Dans tous ces pays, la croissance est liée à la très forte expansion des investissements pétroliers et gaziers. En particulier au Royaume-Uni, l'activité a augmenté d'environ 50 % avec l'entrée en production du contrat conclu avec la société Total pour des services d'inspection et de gestion d'intégrité (« Asset Integrity Management ») de l'ensemble des plates-formes off shore de cette société en Mer du Nord. En Amérique Latine, la division Industrie de Bureau Veritas continue de profiter d'une forte position acquise auprès de l'ensemble des opérateurs pétroliers locaux : Petrobras, Pemex, PDVSA, Repsol YPF, Pluspetrol et Ecopetrol.

Le résultat opérationnel ajusté de la division Industrie a augmenté de 22,0 % à 14,4 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 11,8 millions d'euros sur la même période en 2006, en raison de la hausse de l'activité, la

marge opérationnelle ajustée demeurant quasi-stable à 10,8 % du chiffre d'affaires. Cette stabilité résulte de la combinaison de deux éléments :

- une progression d'environ un point de la marge à périmètre de consolidation constant ;
- quasiment compensée par les charges d'intégration des sociétés nouvellement acquises en Australie.

(c) Inspections et Vérifications en Service

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	124,5	117,5	6,0 %
Résultat opérationnel ajusté	6,8	9,2	(26,1)%
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	5,5 %	7,8 %	

Le chiffre d'affaires de la division Inspections et Vérifications en Service a augmenté de 6,0 % à 124,5 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 117,5 millions d'euros au premier semestre 2006, en raison :

- d'une progression de 5,3 % du chiffre d'affaires à périmètre de consolidation et taux de change constants ;
- d'une hausse de 0,6 % du chiffre d'affaires due aux changements de périmètre avec la consolidation sur l'ensemble du premier semestre 2007 de la société Nagtglas aux Pays-Bas acquise en février 2006 ;
- d'une évolution légèrement favorable des taux de change (de 0,1 % du chiffre d'affaires).

Le chiffre d'affaires de la division Inspections et Vérifications en Service se répartit principalement entre la France (69,4 % du total), le Royaume-Uni (18,0 % du total) et le Benelux (5,6 % du total).

La croissance organique de 5,3 % du chiffre d'affaires de la division Inspections et Vérifications en Service résulte :

- d'une croissance de 5,4 % en France ;
- d'une croissance limitée de 0,7 % au Royaume-Uni où l'activité continue à évoluer dans un environnement extrêmement concurrentiel ;
- d'une légère baisse de 2,1 % au Benelux.

Le résultat opérationnel ajusté de la division Inspections et Vérifications en Service a diminué de 2,4 millions d'euros à 6,8 millions d'euros sur le premier semestre 2007 contre 9,2 millions d'euros sur la même période en 2006, en raison de la diminution de la marge opérationnelle ajustée qui s'établit à 5,5 % (contre 7,8 %).

La baisse de la marge opérationnelle ajustée est due à la poursuite des pressions sur les prix sur les marchés français et anglais. Des plans d'amélioration de la performance opérationnelle ont été mis en œuvre dès l'année 2006 pour compenser la tendance des prix à la baisse. Ces plans portent sur la simplification des méthodes d'inspection et sur l'informatisation accrue des inspecteurs (programmes OPALÉ en France et Cherokee au Royaume-Uni). Le déploiement complet de ces plans sera effectif à la fin de l'exercice 2007 en France et au milieu de l'exercice 2008 au Royaume-Uni.

Par ailleurs, la division Inspections et Vérifications en Service a continué en 2007 à supporter des coûts de démarrage significatifs de l'activité en Italie et en Allemagne. L'objectif pour ces deux pays est toujours d'atteindre le point mort au milieu de l'exercice 2008.

(d) Hygiène Sécurité et Environnement

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	95,8	96,1	(0,4)%
Résultat opérationnel ajusté	5,7	7,4	(23,0)%
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	5,9 %	7,7 %	

Le chiffre d'affaires de la division HSE a diminué de 0,4 % à 95,8 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 96,1 millions d'euros au premier semestre 2006, en raison :

- d'une réduction de 3,1 % du chiffre d'affaires à périmètre de consolidation et taux de change constants ;
- d'une augmentation de 5,2 % du chiffre d'affaires due aux changements de périmètre avec la consolidation sur l'ensemble du semestre des sociétés acquises au cours de l'exercice 2006, en France (ECS en avril 2006) et en Australie : Kilpatrick (acquise en avril 2006), Alert (acquise en juillet 2006) et IRC (acquise en décembre 2006) ;
- d'une évolution défavorable des taux de change et notamment de la parité entre l'euro et le dollar américain ayant entraîné une réduction de 2,5 % du chiffre d'affaires sur la période.

Le chiffre d'affaires de la division HSE au premier semestre 2007 se répartit principalement entre les Etats-Unis (34,2 % du total), la France (33,4 %), le Royaume-Uni (19,7 %) et l'Australie (6,0 %), ces quatre pays représentent plus de 93 % du total de l'activité de la division.

La réduction du chiffre d'affaires de 3,1 % à périmètre et taux de change constants résulte :

- d'une baisse de 4,2 % (en dollars américains) de l'activité aux Etats-Unis due à un retard pris par les deux Laboratoires de Detroit et de Lake Zurich au cours des mois de janvier et février du fait de conditions climatiques locales particulièrement paralysantes et d'une réduction de la demande en provenance de l'industrie automobile. D'autre part, le Groupe se désengage des activités de décontamination des sols avec obligation de résultat ;
- d'une baisse de 14,9 % (en livres sterling) de l'activité au Royaume-Uni due au non renouvellement de plusieurs contrats d'audits relatifs à l'amiante et à une performance très insuffisante en matière de nouvelles ventes.

Le chiffre d'affaires en France enregistre en revanche une bonne progression en hausse de 7,5 % avec notamment une augmentation du poids des activités de mesure d'émissions et des audits énergétiques, activités à plus forte croissance, et une baisse des activités liées à l'amiante et aux matières explosives (ATEX).

Le résultat opérationnel ajusté de la division HSE a baissé de 1,7 million d'euros à 5,7 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 7,4 millions d'euros au premier semestre 2006 en raison d'une baisse de la marge opérationnelle ajustée qui s'établit à 5,9 % contre 7,7 % sur la même période de 2006. Cette réduction de la marge de la division s'est surtout concentrée au Royaume-Uni où la réduction des coûts ne s'est pas opérée au même rythme que la baisse d'activité et aux Etats-Unis où le retard d'activité de janvier et février a entraîné une moins bonne absorption des coûts fixes liés aux laboratoires. Par ailleurs, la marge opérationnelle en France a été pénalisée par l'évolution du mix produits décrite ci-avant.

(e) Construction

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	186,2	187,4	(0,6)%
Résultat opérationnel ajusté	20,2	16,0	26,3 %
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	10,8 %	8,5 %	

Le chiffre d'affaires de la division Construction a reculé de 0,6 % à 186,2 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 187,4 millions d'euros sur la même période de 2006, en raison :

- d'une faible augmentation de 1,3 % du chiffre d'affaires à périmètre de consolidation et taux de change constants ;
- et d'une diminution de 1,9 % du chiffre d'affaires imputable à l'évolution défavorable des taux de change et tout particulièrement des parités euro/dollar américain et euro/yen japonais (-9 % sur la période).

Les variations nettes de périmètre n'ont pas eu d'impact dans la mesure où l'effet de la consolidation sur l'ensemble du semestre de la société NEIS aux Etats-Unis (acquise en juin 2006) s'est équilibré avec celui des cessions d'actifs intervenues également aux Etats-Unis au cours de la même période (cession de B and H Floride et de ECI à Seattle).

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 de la division Construction se répartit principalement entre la France (54,3 % du total), les Etats-Unis (18,4 % du total), l'Espagne (7,8 % du total), le Royaume-Uni (6,9 % du total) et le Japon (3,7 % du total). Ces cinq pays représentent plus de 90 % du total de l'activité de la division.

La croissance organique limitée de 1,3 % du chiffre d'affaires de la division Construction est due à la combinaison d'évolutions contrastées entre ces différents marchés :

- en France, la croissance organique reste très solide à 8,6 %. Elle est due à la croissance des mises en chantier de logements et de bâtiments tertiaires et au développement de services nouveaux (audits techniques de patrimoine, audits de transactions immobilières, certifications de bâtiments HQE) ;
- aux Etats-Unis, le chiffre d'affaires de la division Construction a diminué de 23,8 % à périmètre et taux de change constants. L'activité d'approbation des plans (« Code Compliance »), représentant environ deux tiers de l'activité, a souffert du recul moyen de l'ordre de 25 % des demandes de permis de construire pour le marché des bâtiments neufs sur les trois grands Etats d'implantation de Bureau Veritas : Californie, Texas et Floride. Dans cet environnement difficile, le Groupe a limité le recul de son activité grâce à l'obtention de nouveaux contrats d'*outsourcing* d'approbation des plans avec les villes de Coachella, Simi Valley, American Canyon, Sparks ainsi qu'avec le comté de Los Angeles. L'activité de test des matériaux de construction (environ un tiers de l'activité de la division), moins dépendante du marché des bâtiments neufs mais davantage des infrastructures de transport, du secteur énergétique, de la distribution et du traitement des eaux, a moins souffert de cette baisse du marché ;
- en Espagne, la croissance organique a été de 10,0 % grâce à un bon dynamisme commercial. Le mouvement de baisse des prix observé en 2006 a pris fin et le marché a retrouvé son équilibre ;
- au Royaume-Uni, la croissance organique a été de 5,8 % sur un marché qui reste bien orienté sur le segment des bâtiments commerciaux et de bureaux ;
- au Japon, la croissance organique est restée très forte à 19,0 %. Bureau Veritas continue à accroître ses parts de marché au fur-et-à-mesure de la privatisation progressive du marché de l'approbation des plans.

Le résultat opérationnel ajusté de la division a progressé de 26,3 % à 20,2 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 16,0 millions d'euros au premier semestre 2006 sous l'effet de l'amélioration de la marge opérationnelle ajustée qui est passée de 8,5 % à 10,8 %. Cette amélioration significative est due en premier lieu à la restauration des marges en Espagne où le plan d'amélioration de la performance opérationnelle (« Performance Optimisation Process » ou « POP ») conduit en 2006 a produit tous ses effets. En France, la marge opérationnelle ajustée s'est maintenue à un niveau élevé (15 %). Dans un contexte de très forte réduction du volume d'activité aux Etats-Unis, les marges se sont maintenues à un niveau d'environ 5 % grâce à l'adaptation continue de la structure de coûts opérationnels.

(f) Certification

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	119,7	111,5	7,4 %
Résultat opérationnel ajusté	21,3	17,9	19,0 %
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	<i>17,8 %</i>	<i>16,1 %</i>	

Depuis le premier janvier 2007, l'activité de certification aéronautique a été reclassée de la division Services aux Gouvernements et Commerce International au profit de la division Certification et les chiffres 2006 ont été retraités en conséquence. Le chiffre d'affaires de la division Certification a augmenté de 7,4 % à 119,7 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 111,5 millions d'euros au premier semestre 2006. Cette évolution s'analyse de la façon suivante :

- la croissance organique de l'activité s'élève à 9,8 % ;
- les changements de périmètre contribuent à hauteur de 0,3 % à l'évolution du chiffre d'affaires, avec la première consolidation de la société autrichienne Zertifizierung Bau (acquise en janvier 2007), spécialisée dans la certification ISO des sociétés du secteur de la construction ;
- les variations de change ont un impact défavorable de 2,7 % sur le chiffre d'affaires.

La croissance organique de 9,8 % du chiffre d'affaires de la division Certification est due à :

- un fort dynamisme des activités de certification liées à l'environnement, à la responsabilité sociale, à l'hygiène et à la sécurité (ISO 14001, OHSAS 18001, SA 8000, ISO 22000 et HACCP) ;
- un développement des nouvelles activités de certification et d'audit sur mesures adaptées aux besoins des grandes entreprises (audits de fournisseurs, audits de réseaux d'implantations ou de franchises, audits internes) ;
- une croissance supérieure à 15 % sur certains marchés tels que la Chine, l'Inde, l'Espagne, la Pologne et le Danemark.

La division Certification connaît une certaine saisonnalité, qui se traduit par un niveau d'activité plus faible au premier semestre de l'année en raison de la volonté des clients d'obtenir une certification avant la fin de leur exercice fiscal (en général le 31 décembre de chaque année).

Le résultat opérationnel ajusté de la division Certification a augmenté de 3,4 millions d'euros à 21,3 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 17,9 millions d'euros sur la même période en 2006, sous l'effet de la progression du chiffre d'affaires et de l'augmentation de la marge opérationnelle ajustée qui s'établit à 17,8 % (contre 16,1 % au premier semestre 2006). Cette amélioration est la conséquence d'une progression continue du taux d'utilisation des auditeurs, notamment grâce à une plus grande polyvalence au sein de la division, ainsi que d'une meilleure productivité des back-offices. Cette amélioration de la performance opérationnelle est particulièrement visible en France, en Allemagne, au Portugal et au Mexique.

(g) Biens de Consommation

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	120,4	118,8	1,3 %
Résultat opérationnel ajusté	23,5	21,7	8,3 %
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	<i>19,5 %</i>	<i>18,3 %</i>	

Le chiffre d'affaires de la division Biens de Consommation a augmenté de 1,3 % à 120,4 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 118,8 millions d'euros sur la même période en 2006. Cette évolution s'analyse de la manière suivante :

- une augmentation de 8,2 % du chiffre d'affaires à périmètre de consolidation et taux de change constants ;
- un impact négatif des évolutions de taux de change correspondant à 6,8 % du chiffre d'affaires, résultant de la dépréciation du dollar américain et du Hong-Kong dollar face à l'euro ;
- et un impact légèrement négatif des variations de périmètre (-0,1 %) résultant de la cession de MTLI (Laboratoire d'analyse de textile en Italie) partiellement compensée par l'acquisition de la société Innova Product Service GmbH (certification de produits électriques en Allemagne pour les secteurs automobile, telecom et matériel médical).

L'augmentation du chiffre d'affaires est due en premier lieu à la solide croissance des activités d'inspection et de tests en laboratoires en Asie (Chine, Inde, Vietnam) et en Europe (Allemagne). Les segments de marché les plus dynamiques ont été le textile/habillement, les jouets et l'ameublement. Le segment des produits électriques et électroniques a enregistré une moindre croissance, la priorité ayant été donnée à l'intégration des acquisitions récentes (ADT à Taiwan et Innova en Allemagne).

Depuis le premier janvier 2007 et en vue de renforcer l'efficacité commerciale et opérationnelle de la division Biens de Consommation en Asie, le Groupe a transféré le siège de cette division de Boston à Hong Kong.

L'activité Biens de Consommation connaît une légère saisonnalité avec un premier semestre plus faible que le second. En effet, le premier trimestre de l'année civile est affecté par la fermeture des laboratoires situés en Chine pendant la période du Nouvel An chinois (janvier/février). A l'inverse, l'activité enregistre un pic au troisième trimestre, en vue de la livraison des distributeurs américains et européens pour la période de Noël.

Le résultat opérationnel ajusté de la division Biens de Consommation a augmenté de 8,3 % à 23,5 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 21,7 millions d'euros sur la même période en 2006 en raison :

- de la croissance de 1,3 % du chiffre d'affaires ;
- et d'une progression de la marge opérationnelle ajustée qui s'établit à 19,5 % contre 18,3 %.

La progression de la marge provient en premier lieu des activités d'inspection en Asie dans lesquelles les outils informatisés de programmation et de gestion mis en place fin 2006 ont permis des gains significatifs de productivité. La marge des activités de testing en laboratoires est restée stable.

(h) Services aux Gouvernements et Commerce International

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006	Variation
Chiffre d'affaires	67,7	55,8	21,3 %
Résultat opérationnel ajusté	13,0	5,8	124,9 %
<i>Marge opérationnelle ajustée</i>	19,3 %	10,4 %	

Depuis le premier janvier 2007, l'activité de certification aéronautique a été reclassée de la division Services aux Gouvernements et Commerce International au profit de la division Certification et les chiffres 2006 ont été retraités en conséquence. Le chiffre d'affaires de la division Services aux Gouvernements et Commerce International a progressé de 21,3 % à 67,7 millions d'euros au premier semestre 2007 contre 55,8 millions d'euros au premier semestre 2006 en raison :

- d'une croissance de 23,9 % du chiffre d'affaires à périmètre de consolidation et taux de change constants ;
- et d'un impact négatif des variations de change représentant 2,6 % du chiffre d'affaires.

Les trois plus importants contrats de la division sont ceux conclus avec les gouvernements de l'Angola, de la Côte d'Ivoire et de l'Equateur.

Après deux années de baisse liée à l'arrêt de deux contrats de gouvernement significatifs (Kenya en juin 2005 et Venezuela fin août 2005), le chiffre d'affaires de la division est de nouveau en croissance sous l'effet :

- d'une forte croissance des importations inspectées en Angola ;
- de la progression des contrats de vérification de conformité au Moyen-Orient et notamment en Arabie Saoudite ;
- de l'activité générée par les récents contrats PSI (« *pre-shipment inspections* ») du Cambodge (mai 2006) et du Mali (décembre 2006) qui n'étaient pas entrés en production au cours du premier semestre 2006 et par la montée en puissance du contrat avec le gouvernement de la République Démocratique du Congo.

Le résultat opérationnel ajusté de la division Services aux Gouvernements et Commerce International a augmenté de 124,9 % à 13,0 millions d'euros sur le premier semestre 2007 contre 5,8 millions au cours du premier semestre 2006, en raison :

- de la progression de 21,3 % du chiffre d'affaires ;
- et de l'amélioration de la marge opérationnelle ajustée qui s'établit à 19,3 % contre 10,4 %.

La très forte amélioration de la marge opérationnelle est due à la combinaison de l'augmentation du volume d'activité et du plein effet des mesures de restructuration du réseau mondial des centres de relations avec les exportateurs (CRE) entrepris depuis plus de deux ans.

9.4 APPRECIATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DES RISQUES DE MARCHE DU GROUPE

9.4.2 Risque de taux d'intérêt

Au 30 juin 2007, l'endettement brut consolidé du Groupe s'élevait à 758,1 millions d'euros et son endettement net consolidé à 639,6 millions d'euros.

Le montant notionnel global des contrats de couverture de taux, au 30 juin 2007, était de 348 millions d'euros contre 201,9 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Au 30 juin 2007, le Groupe estime qu'une augmentation d'un point des taux d'intérêts entraînerait une augmentation de la charge d'intérêts annuelle du Groupe de l'ordre de 2,9 million d'euros.

9.4.3 Risque de liquidité

Au titre de son endettement, le Groupe n'a pas de charges de remboursement significatives à court ou moyen terme.

Le Groupe dispose, dans le cadre de l'Emprunt Syndiqué 2006, d'une ligne revolving d'un montant global de 550 millions d'euros à échéance 2012 (voir paragraphe 10.2 du Document de base). Le montant tiré sur cette ligne revolving au 30 juin 2007 s'élève à 335,3 millions d'euros.

Enfin, au 30 juin 2007, le Groupe respectait l'ensemble des engagements financiers qui lui étaient applicables. En conséquence, le Groupe estime ne pas être exposé à un risque de liquidité.

10. TRESORERIE ET CAPITAUX PROPRES

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie dégagés par le Groupe au premier semestre 2007 et au premier semestre 2006. Les investisseurs sont également invités à se reporter à la note 7 annexée aux états financiers (voir Chapitre 20 de la présente actualisation du Document de base).

10.1 FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2007 ET 30 JUIN 2006

Tableau des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Résultat avant impôts	116,7	95,7
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	12,6	11,4
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	0,2	(1,3)
Amortissements et dépréciations nets	19,0	16,7
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	(42,2)	(50,7)
Impôts payés	(32,4)	(28,1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	73,9	43,7
Acquisitions de filiales	(54,6)	(39,4)
Cessions de filiales	-	0,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(18,0)	(22,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,5	5,8
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(2,6)	(5,9)
Cessions d'actifs financiers non courants	1,2	1,6
Dividendes reçus	1,3	1,7
Autres	(1,2)	5,2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(73,4)	(53,3)
Augmentation de capital	5,6	2,7
Réduction de capital	(152,6)	(152,5)
Dividendes versés	(100,7)	(1,8)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	319,8	609,7
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(54,5)	(431,2)
Intérêts payés	(12,9)	(12,5)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4,7	14,4
Incidence des écarts de change	1,3	(6,1)
Variation de la Trésorerie nette	6,5	(1,3)
Trésorerie nette au début de la période	99,5	100,0
Trésorerie nette à la fin de la période	106,0	98,7
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	118,5	104,4
Dont concours bancaires courants	(12,5)	(5,7)

10.1.1 Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Le tableau ci-dessous présente la trésorerie nette des activités opérationnelles du Groupe au premier semestre 2007 et au premier semestre 2006.

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Résultat avant impôts	116,7	95,7
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	12,6	11,4
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	0,2	(1,3)
Amortissements et dépréciations nets	19,0	16,7
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(42,2)	(50,7)
Impôts payés	(32,4)	(28,1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	73,9	43,7
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(18,0)	(22,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,5	5,8
Dividendes reçus	1,3	1,7
Intérêts payés	(12,9)	(12,5)
Flux net de trésorerie disponible après impôts et intérêts financiers	44,8	16,2

Les flux de trésorerie générés par l'activité sont généralement plus faibles sur la première moitié de l'exercice en raison d'une saisonnalité défavorable des besoins en fonds de roulement, dans la mesure où trois catégories de dépenses se concentrent sur les premiers mois de l'année (primes d'assurance, bonus et intéressement, solde d'impôt sur les sociétés) (voir le paragraphe 9.1.2.4 du Document de base). En conséquence, le besoin en fonds de roulement a représenté 7,5 % du chiffre d'affaires des douze derniers mois au 30 juin 2007, contre 7,1 % au 30 juin 2006.

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité du Groupe se sont élevés à 73,9 millions d'euros au premier semestre 2007, en progression de 69,1 % par rapport au premier semestre 2006. Cette évolution résulte principalement d'une amélioration du résultat avant impôt.

Les flux nets de trésorerie disponible après impôts et intérêts financiers se sont élevés à 44,8 millions d'euros au premier semestre 2007, contre 16,2 millions d'euros au premier semestre 2006. Outre l'amélioration significative du résultat avant impôt mentionné ci-dessus, cette variation est liée au moindre niveau des acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles qui représentent 1,9 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2007. Le programme d'investissements opérationnels de l'année 2007 devrait représenter cependant in fine 2,5 % du chiffre d'affaires.

10.1.2 Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Acquisitions de filiales	(54,6)	(39,4)
Cessions de filiales	0,0	0,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(18,0)	(22,5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,5	5,8
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(2,6)	(5,9)
Cessions d'actifs financiers non courants	1,2	1,6
Dividendes reçus	1,3	1,7
Autres	(1,2)	(5,2)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(73,4)	(53,3)

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement met en évidence une consommation de 73,4 millions d'euros pour le premier semestre 2007 contre 53,3 millions d'euros sur le premier semestre 2006. La principale acquisition sur le premier semestre 2007 est l'acquisition du groupe CCI, en juin, pour un montant de 50,0 millions d'euros, dont le siège social de la holding CCI Holdings Limited est situé à Newcastle près de Sydney (Australie). L'activité de CCI se répartit de manière équivalente entre les divisions Services aux Gouvernements et Commerce International et Industrie (voir paragraphe 5.2.2 du Document de base). D'autres acquisitions ont été réalisées en Allemagne (Innova) et en Autriche (Zertifizierung Bau) pour des montants non significatifs.

Aucune cession de filiale n'a été réalisée au cours du premier semestre 2007.

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles se sont élevées à 18,0 millions d'euros, représentant 1,9 % du chiffre d'affaires du premier semestre 2007. Le programme d'investissements opérationnels de l'année 2007 devrait représenter environ 2,5 % du chiffre d'affaires, en ligne avec les exercices précédents.

10.1.3 Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2007	Premier semestre 2006
Augmentation de Capital	5,6	2,7
Réduction de capital	(152,6)	(152,5)
Dividendes versés	(100,7)	(1,8)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	319,8	609,7
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(54,5)	(431,2)
Intérêts payés	(12,9)	(12,5)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4,7	14,4

Les augmentations de capital intervenues au cours des premiers semestres 2007 et 2006 sont liées à l'exercice de stock-options par les salariés bénéficiaires du Groupe. Par ailleurs, la Société a procédé à une réduction de capital par rachat de ses propres actions pour un montant de 152,6 millions d'euros en février 2007 et de 152,5 millions d'euros en mai 2006 (voir paragraphe 9.3.1.4 du Document de base ainsi que la note 20 aux états financiers consolidés présentés au chapitre 20 du Document de base).

En juin 2007, la Société a versé un dividende d'un montant de 100,7 millions d'euros au titre de l'exercice 2006.

Les augmentations et remboursements des emprunts et dettes financières sur le premier semestre 2006 correspondent au refinancement réalisé en mai 2006 lors de la mise en place de l'Emprunt Syndiqué 2006.

Sur le premier semestre 2007, les augmentations et remboursements des emprunts et autres dettes financières sont principalement liés aux opérations de réduction de capital et au versement du dividende au titre de l'exercice 2006.

10.2 SOURCES DE FINANCEMENT DU GROUPE

Hormis l'utilisation de ses capitaux propres, le Groupe se finance principalement au moyen de l'Emprunt Syndiqué 2006. Au 30 juin 2007, l'endettement brut du Groupe s'élève à 758,1 millions d'euros et comprend principalement les emprunts du crédit syndiqué (728,3 millions d'euros) et les autres emprunts bancaires (18,5 millions d'euros).

L'endettement brut du Groupe au premier semestre 2007 et au 31 décembre 2006 se présente de la manière suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007	31/12/2006
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	676,9	444,7
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	68,7	42,4
Concours bancaires	12,5	7,3
Endettement brut total	758,1	494,4

Le tableau suivant présente la trésorerie et les équivalents de trésorerie au premier semestre 2007 et au 31 décembre 2006 ainsi que l'endettement net du Groupe à ces deux dates :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières et créances assimilées	14,0	12,4
Disponibilités	104,5	94,4
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	118,5	106,8
Endettement brut total	758,1	494,4
Endettement net total	639,6	387,6

10.2.1 Principales caractéristiques de l'Emprunt syndiqué 2006

La quasi-totalité de la dette financière du Groupe au 30 juin 2007, soit 96 %, est représentée par l'Emprunt Syndiqué 2006 conclu le 22 mai 2006 (voir paragraphe 10.2.1 du Document de base).

Au 30 juin 2007, les principales caractéristiques des montants tirés au titre de l'Emprunt Syndiqué 2006 figurent dans le tableau ci-dessous :

Facilité	Montants tirés (en millions)	Devise de tirage	Amortissement
A (Amortissable)	491,8	USD	Semestriel
	28,9	EUR	
B (Revolving)	284,8	EUR	In fine
	34,0	GBP	

Au 30 juin 2007, le Groupe n'était pas en défaut au titre de l'Emprunt Syndiqué 2006.

La marge applicable de l'Emprunt Syndiqué 2006 a été réduite de 0,50 % à 0,25 % à compter de mai 2007, pour tenir compte de l'amélioration des ratios financiers au 31 décembre 2006 (tels que définis au paragraphe 10.2.1 du Document de base).

10.3 ENGAGEMENTS DONNES

Le tableau ci-après présente la synthèse des garanties et cautions en cours au 30 juin 2007 et au 31 décembre 2006 :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007	31/12/2006
A moins d'un an	27,6	24,9
Entre 1 et 5 ans	17,2	13,8
A plus de 5 ans	0,8	7,4
Total	45,6	46,1

Le montant des garanties et cautions octroyées est stable entre 30 juin 2007 et le 31 décembre 2006.

Au 30 juin 2007, la répartition des garanties et cautions octroyées était la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007	31/12/2006
Garanties bancaires	27,2	30,8
Garanties parentales	18,4	15,3
Total	45,6	46,1

10.3.1 Ajustements et compléments de prix d'acquisition

A la date de la présente actualisation du Document de base, il n'existe aucun engagement hors-bilan significatif lié à la croissance externe (ajustements et compléments de prix d'acquisition).

La présentation des engagements hors-bilan dans la présente actualisation du Document de base (ainsi que dans la note 10 annexée aux états financiers consolidés au Chapitre 20 de la présente actualisation du Document de base) n'omet pas d'engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

12. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES ET LES OBJECTIFS

A la date de la présente actualisation, la Société confirme les tendances et les objectifs décrits au chapitre 12 du Document de base et qui sont reproduits ci-après.

Elle rappelle ainsi que les tendances et les objectifs présentés dans ce chapitre ont été établis sur la base de données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la direction du Groupe. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, comptable, concurrentiel et réglementaire ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date de la présente actualisation. En outre, la réalisation de certains risques décrits au Chapitre 4 « Facteurs de risque » du Document de base et de la présente actualisation pourrait avoir un impact sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs, y compris en matière d'acquisitions.

12.2 PERSPECTIVES D'AVENIR

A l'horizon 2011 et hors effet des cycles économiques, sur la base des hypothèses décrites au paragraphe 13.1.1 du Document de base, le Groupe confirme qu'il a pour objectif un doublement du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice 2006 reposant sur une croissance organique annuelle moyenne du chiffre d'affaires d'environ 8 %, et sur la poursuite de sa stratégie de croissance externe. La contribution de la croissance externe proviendra principalement d'un flux régulier d'acquisitions de petite taille pour lesquelles est prévu un niveau d'investissement annuel de l'ordre de 100 millions d'euros sur la période.

En considération de ce qui précède et en l'absence de dégradation conjoncturelle, le Groupe se fixe en outre comme objectif :

- une croissance de la marge opérationnelle ajustée d'environ 150 points de base sur la période, hors impact des acquisitions (à périmètre constant) ;
- une croissance annuelle moyenne sur la période du résultat net part du Groupe de 15 à 20 %, hors éléments non récurrents ;
- le maintien du niveau de dépenses d'investissement brutes à environ 2,5 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, en ligne avec les performances historiques du Groupe ; et
- une politique de distribution annuelle de dividendes d'environ un tiers du résultat net consolidé part du Groupe.

13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BENEFICE

A la date de la présente actualisation, compte tenu des résultats enregistrés au premier semestre ainsi que des acquisitions réalisées jusqu'à la date du présent document, la Société confirme les prévisions et estimations de bénéfice faites au chapitre 13 du Document de base qui sont reproduites ci-après et qui ont fait l'objet d'un rapport des commissaires aux comptes figurant également au chapitre 13 du Document de base.

La finalisation de l'acquisition d'ECA restant conditionnée à l'approbation des autorités de la concurrence espagnoles, cette acquisition n'a pas été prise en compte par la Société dans ses prévisions.

13.1 PREVISIONS DU GROUPE

13.1.1 Hypothèses

Le Groupe a construit ses prévisions sur la base des états financiers 2006, du budget 2007, des derniers comptes de gestion mensuels et des hypothèses suivantes :

- une croissance du chiffre d'affaires globalement en ligne avec celle constatée depuis le début de l'année, compte tenu des acquisitions réalisées à ce jour, et une croissance organique d'environ 8 % ;
- une structure de coût, conduisant à améliorer d'environ 0,5 point le résultat opérationnel ajusté ;
- les mêmes types d'ajustements que les années précédentes pour le calcul du résultat opérationnel ajusté, auxquels s'ajouteront en 2007 les charges engagées dans le cadre du projet d'introduction en bourse, y compris le coût d'une éventuelle offre aux salariés ; et
- les parités monétaires suivantes : 1 Dollar américain est égal à 0,741 Euro, 1 Livre anglaise est égale à 1,429 Euro, 1.000 yens japonais sont égaux à 6,25 euros et 1 Real brésilien est égal à 0,326 Euro.

Les prévisions présentées ci-dessous ont été établies en application des dispositions du Règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 et des recommandations du CESR relatives aux informations prévisionnelles. Elles sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Direction du Groupe. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, comptable, concurrentiel et réglementaire ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date de la présente actualisation. En outre, la réalisation de certains risques décrits dans le chapitre 4 « Facteurs de risque » du Document de base et de la présente actualisation pourrait avoir un impact sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs. Le Groupe ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie quant à la réalisation effective des prévisions figurant à la présente section.

Ces prévisions ont été établies sur la base des principes comptables adoptés par le Groupe pour l'élaboration de ses états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006.

13.1.2 Prévisions du Groupe pour l'exercice 2007

Sur la base des hypothèses ci-dessus et compte tenu des résultats enregistrés au premier semestre 2007 et des acquisitions réalisées jusqu'à la date de la présente actualisation, le Groupe confirme qu'il anticipe pour 2007 :

- un chiffre d'affaires proche de 2 milliards d'euros ; et
- un résultat opérationnel ajusté de l'ordre de 300 millions d'euros⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Ce montant s'entend hors dépenses non récurrentes décrites au 9.1.3.3 du Document de base, incluant les frais liés au projet d'introduction en bourse.

17. SALARIES

17.1 NOMBRE ET REPARTITION DES SALARIES

Au 30 juin 2007, le Groupe employait 27.448 salariés dans 140 pays contre 24.672 salariés au 30 juin 2006 (soit une augmentation de 11,2 % sur la période considérée). Cette évolution est principalement due à la croissance organique constatée sur la période, qui a conduit le Groupe à procéder à des embauches ainsi qu'à l'intégration des sociétés acquises. A périmètre constant (en retranchant les effectifs des sociétés acquises), l'augmentation des effectifs est de 5,7 %.

17.2 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS

Le tableau ci-dessous présente un état de la situation des plans d'options de souscription d'actions mis en place par Bureau Veritas au 31 juillet 2007 :

Date de l'Assemblée Générale	Date d'attribution	Nombre d'actions sous options attribuées (retraité) ⁽⁵⁾	Nombre total maximum d'actions de la Société auxquelles donnent droit les options (retraité) ⁽⁵⁾	Nombre d'options de souscription attribuées et en vigueur (pouvant encore être souscrites)	Nombre d'options levées	Nombre d'options annulées	Nombre total d'actions pouvant être souscrites par les mandataires sociaux ⁽¹⁾⁽⁵⁾	Nombre total d'actions pouvant être souscrites par les dix premiers attributaires salariés	Date de départ d'exercice des options	Date d'expiration des options	Prix de souscription retraité à la date de la présente actualisation du Document de base (en euros) ⁽⁵⁾
16/09/1999	Plan du 12/04/2000	163.000	163.000	2.000	106.080	54.920	0	0	12/04/2003	11/04/2008	40,84
16/09/1999	Plan du 17/01/2001	37.000	37.000	0	27.500	9.500	0	0	17/01/2004	16/01/2009	40,84
11/12/2001	Plan du 11/12/2001	139.260	139.260	24.600	105.160	9.500	8.000	12.000	11/12/2004	11/12/2009	61,90
11/12/2001	Plan du 07/03/2002	3.000	3.000	3.000	0	0	0	0	07/03/2005	07/03/2010	61,90
11/12/2001	Plan du 17/12/2002	115.900	115.900	44.258	51.091	20.551	0	7.000	17/12/2005	17/12/2010	74,87
11/12/2001	Plan du 25/07/2003	154.900	154.900	96.200	40.100	18.600	24.000	34.300	25/07/2006	25/07/2011	95,82
30/06/2004	Plan du 15/11/2004	11.750	11.750	6.300	0	5.450	0	0	15/11/2007	15/11/2012	120,94
27/06/2005	Plan du 01/02/2006 ⁽²⁾	171.100	171.100	159.800	0	11.300	0	0	01/02/2011	01/02/2014	151,65 ⁽³⁾
27/06/2005	Plan du 12/07/2006	14.200	14.200	13.700	0	500	0	0	12/07/2011	12/07/2014	173,04 ⁽⁴⁾
18/01/2007	Plan du 31/01/2007	70.000	70.000	70.000	0	0	0	0	31/01/2012	31/01/2015	173,04
	TOTAUX	880.110	880.110	419.858	329.931	130.321	32.000	53.300			

⁽¹⁾ Les deux mandataires sociaux attributaires de plans d'options de souscription d'actions sont MM. Piedelièvre et Tardan, respectivement Président et membre du Directoire de la Société. Compte tenu de la levée de 18.660 options par M. Piedelièvre entre le 31 mars 2007 et le 31 juillet 2007, 8.000 actions peuvent être souscrites par les mandataires sociaux à la date de la présente actualisation du Document de base. Par ailleurs, suite à cette levée d'options, M. Piedelièvre détient 18.680 actions de la Société, soit 0,19 % du capital et des droits de vote.

⁽²⁾ Le nombre d'options initialement attribué était de 171.100 ; 3 renoncations pour un total de 2.750 options étant intervenues au moment de l'attribution, le nombre d'options ayant fait l'objet d'une attribution effective est de 168.350.

⁽³⁾ Le prix de souscription des Actions de la Société en exercice des Options a été fixé par le Directoire à 151,65 euros par action de 1,2 euros de valeur nominale souscrite, ce prix devant être augmenté au taux de 8,5 % par an appliqué prorata temporis sur la période courant du 30 juin 2005 jusqu'à la date d'exercice des Options par le Bénéficiaire.

⁽⁴⁾ Le prix de souscription des Actions de la Société en exercice des Options a été fixé par le Directoire à 173,04 euros par action de 1,2 euros de valeur nominale souscrite, ce prix devant être augmenté au taux de 8,5 % par an appliqué prorata temporis sur la période courant du 30 juin 2006 jusqu'à la date d'exercice des Options par le Bénéficiaire.

⁽⁵⁾ Ces informations tiennent compte d'une division par vingt de la valeur nominale de l'action de la Société décidée par l'Assemblée générale du 14 juin 2001.

Il est précisé que les informations ci-dessus ne tiennent pas compte de la division par 10 de la valeur nominale des actions de la Société votée par l'assemblée générale mixte en date du 18 juin 2007 sous condition suspensive de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext.

Au titre du plan mis en place en 2007, aucune option n'a été exercée ou levée au cours du premier semestre 2007 par les mandataires sociaux de la Société et par les dix premiers attributaires salariés de la Société non mandataires sociaux (managers ayant un niveau de responsabilité important) au cours de la même période, en raison de la période d'indisponibilité courant à compter de la date d'attribution des options.

Au 31 juillet 2007, le nombre total d'actions susceptibles d'être émises en cas d'exercice de l'intégralité des 419.858 options de souscription d'actions retraitées de Bureau Veritas est de 419.858 actions. Sur la base du nombre d'actions composant le capital social de Bureau Veritas à la date de la présente actualisation du document de base, soit 10.033.296 actions pour un capital de 12.039.955,20 euros, l'émission de l'intégralité de ces actions représenterait environ 4,18 % du capital de Bureau Veritas.

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE BUREAU VERITAS

20.1 COMPTES CONSOLIDES DE BUREAU VERITAS

20.1.1 Comptes consolidés de Bureau Veritas pour le premier semestre 2007 et le premier semestre 2006

20.1.1.1 Compte de résultat consolidé

<i>(en millions d'euros sauf les résultats par action)</i>	Notes	30-juin-07	30-juin-06
Chiffre d'affaires	5	969,4	896,5
Achats et charges externes	5	(283,4)	(271,2)
Frais de personnel	5	(504,6)	(468,3)
Impôts et taxes		(23,6)	(22,1)
(Dotations) / reprises de provisions	5	(4,3)	(3,8)
Dotations aux amortissements		(18,7)	(16,7)
Autres produits d'exploitation	5	2,8	3,0
Autres charges d'exploitation	5	(6,8)	(4,2)
Résultat opérationnel		130,8	113,2
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1,1	0,8
Coût de l'endettement financier brut		(14,0)	(13,3)
Coût de l'endettement financier net		(12,9)	(12,5)
Autres produits financiers		2,7	3,6
Autres charges financières		(4,0)	(8,3)
Résultat financier		(14,2)	(17,2)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0,1	(0,3)
Résultat avant impôts		116,7	95,7
Charge d'impôt		(31,4)	(27,2)
Résultat net		85,3	68,5
revenant :			
aux actionnaires de la société		83,1	67,4
aux intérêts minoritaires		2,2	1,1
Résultat par action (en euros)	11	8,05	5,92
Résultat dilué par action (en euros)	11	7,90	5,83

Les notes en pages 36 à 43 font partie intégrante des états financiers résumés.

20.1.1.2 Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30-juin-07	31-déc-06
Ecarts d'acquisition	6	501,4	459,8
Immobilisations incorporelles		49,2	50,3
Immobilisations corporelles		111,7	106,3
Participations mises en équivalence		2,2	2,1
Impôts différés actifs		52,7	51,4
Titres de participation non consolidés		29,0	28,9
Autres actifs financiers non courants		21,4	20,1
Total actif non courant		767,6	718,9
Clients et autres débiteurs		587,6	523,2
Impôt sur le résultat – actif		40,7	48,4
Actifs financiers courants		21,8	19,9
Instruments financiers dérivés		3,7	2,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie		118,5	106,8
Total actif courant		772,3	701,1
Actifs destinés à être cédés	7	1,4	-
TOTAL ACTIF		1.541,3	1.420,0
Capital		12,0	13,0
Primes liées au capital		33,8	28,4
Réserves et résultat consolidés		17,3	179,3
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		63,1	220,7
Intérêts minoritaires		9,0	7,4
Total Capitaux propres		72,1	228,1
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	9	676,9	444,7
Autres passifs financiers non courants	9	4,0	5,1
Impôts différés passifs		18,5	23,1
Avantages au personnel à long terme		86,0	85,1
Provisions pour risques et charges		71,6	69,7
Total passif non courant		857,0	627,7
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		443,8	420,0
Impôt sur le résultat exigible		75,5	81,6
Passifs financiers courants	9	92,3	62,6
Total passif courant		611,6	564,2
Passifs destinés à être cédés	7	0,6	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		1.541,3	1.420,0

Les notes en pages 36 à 43 font partie intégrante des états financiers résumés.

20.1.1.3 Etat consolidé des produits et des charges comptabilisées

	Gains/(pertes) actuariels nets d'impôts	Ecarts de conversion	Profit net comptabilisé en capitaux propres	Bénéfice de l'exercice	Total des produits comptabilisés durant l'exercice	revenant aux actionnaires de la Société	revenant aux intérêts minoritaires
1 ^{er} semestre 2006	(0,8)	11,3	10,5	68,5	79,0	78,3	0,7
1 ^{er} semestre 2007	0,5	5,5	6,0	85,3	91,3	89,0	2,3

20.1.1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total Capitaux propres	revenant aux actionnaires de la Société	revenant aux Intérêts Minoritaires
1^{er} janvier 2006	14,0	22,7	(21,4)	189,0	204,3	197,1	7,2
Réduction de capital	(1,1)			(151,4)	(152,5)	(152,5)	
Levées de stock-options	0,1	2,6			2,7	2,7	
Juste valeur des stock-options				0,7	0,7	0,7	
Dividendes versés				(1,8)	(1,8)		(1,8)
Autres mouvements				(0,5)	(0,5)		(0,5)
Total des opérations avec les actionnaires	(1,0)	2,6		(153,0)	(151,4)	(149,1)	(2,3)
Total des charges et produits comptabilisés			11,3	67,7	79,0	78,3	0,7
30 juin 2006	13,0	25,3	(10,1)	103,7	131,9	126,3	5,6
1^{er} janvier 2007	13,0	28,4	(4,9)	191,6	228,1	220,7	7,4
Réduction de capital	(1,1)			(151,5)	(152,6)	(152,6)	
Levées de stock-options	0,1	5,5			5,6	5,6	
Juste valeur des stock-options				0,4	0,4	0,4	
Dividendes versés				(100,7)	(100,7)	(100,0)	(0,7)
Autres mouvements							
Total des opérations avec les actionnaires	(1,0)	5,5		(251,8)	(247,3)	(246,6)	(0,7)
Total des charges et produits comptabilisés			5,5	85,8	91,3	89,0	2,3
30 juin 2007	12,0	33,9	0,6	25,6	72,1	63,1	9,0

Les notes en pages 36 à 43 font partie intégrante des états financiers résumés.

20.1.1.5 Tableau consolidé des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30-juin-07	30-juin-06
Résultat avant impôts	116,7	95,7
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	12,6	11,4
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	0,2	(1,3)
Amortissements et dépréciations nets	19,0	16,7
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	(42,2)	(50,7)
Impôts payés	(32,4)	(28,1)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	73,9	43,7
Acquisitions de filiales	(54,6)	(39,4)
Cessions de filiales	-	0,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(18,0)	(22,5)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	0,5	5,8
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(2,6)	(5,9)
Cessions d'actifs financiers non courants	1,2	1,6
Dividendes reçus	1,3	1,7
Autres	(1,2)	5,2
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(73,4)	(53,3)
Augmentation du capital	5,6	2,7
Réduction de capital	(152,6)	(152,5)
Dividendes versés	(100,7)	(1,8)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	319,8	609,7
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(54,5)	(431,2)
Intérêts payés	(12,9)	(12,5)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4,7	14,4
Incidence des écarts de change	1,3	(6,1)
Variation de la Trésorerie nette	6,5	(1,3)
Trésorerie nette au début de la période	99,5	100,0
Trésorerie nette à la fin de la période	106,0	98,7
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie	118,5	104,4
Dont concours bancaires courants	(12,5)	(5,7)

Les notes en pages 36 à 43 font partie intégrante des états financiers résumés.

20.1.1.6 Notes annexes aux états financiers consolidés

1. Informations générales

L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. (la « Société ») et l'ensemble de ses filiales constitue le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « Bureau Veritas » ou le « Groupe »).

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 17 bis, place des Reflets, La Défense 2, 92400 Courbevoie, France. Depuis 2004, le Groupe est détenu à 99,5 % par Wendel.

Ces états financiers consolidés résumés pour le 1^{er} semestre clos le 30 juin 2007 ont été arrêtés le 28 août 2007 par le Directoire pour les besoins du document de base.

2. Principes et méthodes comptables

2.1 Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2007 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ces états financiers résumés doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels en normes IFRS de l'exercice clos le 31 décembre 2006 qui ont été établis conformément aux IFRS tel qu'adoptés dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables appliquées sont cohérentes avec les règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, à l'exception de la charge d'impôt sur le résultat, déterminée sur la base d'une projection sur l'exercice.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables de la Société. Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en terme de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives en regard des états financiers consolidés sont exposés à la Note 2.3.

Les activités du Groupe globalement n'ont pas de caractère saisonnier significatif. Par conséquent, la comparabilité des états financiers annuels et semestriels est préservée.

2.2 Evolution du référentiel IFRS

Normes, amendements et interprétations entrées en vigueur en 2007 sont :

- **IFRS 7** Instruments financiers : informations à fournir (uniquement pour les entreprises publiant un jeu de comptes semestriels complets, la norme sera appliquée pour les comptes annuels)
- **IAS 1** Présentation des états financiers – Amendements relatifs aux informations sur le capital (résultant de la norme IFRS 7) (uniquement pour les entreprises publiant un jeu de comptes semestriels complets)
- **IFRIC 8** « Entrée dans le champ d'application d'IFRS 2 de transactions donnant lieu à remise d'instruments de capitaux propres » le Groupe estime que l'IFRIC 8 (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} mai 2006) n'a pas d'impact sur les états financiers résumés du Groupe.
- **IFRIC 10** Information financière intermédiaire et dépréciation, l'interprétation n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2007.

Normes, amendements et interprétations entrées en vigueur en 2007 qui ne sont pas applicables pour l'activité du Groupe sont :

- **IFRIC 7** Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29
- **IFRIC 9** Réexamen des dérivés incorporés

Normes, amendements et interprétations non encore entrés en vigueur et qui n'ont pas été appliqués par anticipation dans ces états financiers résumés sont :

- **IAS 23 révisée** Coûts d'emprunts
- **IFRS 8** Segments opérationnels
- **IFRIC 14** Actifs de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum
- **IFRIC 13** Programme de fidélisation clients
- **IFRIC 12** Concessions de services
- **IFRIC 11** Actions propres et transaction intragroupe

2.3 Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers intermédiaires a nécessité l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les mêmes éléments que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, à l'exception de la détermination de la charge d'impôt et des avantages au personnel à long terme. Par ailleurs, la durée d'amortissement des relations clients a été partiellement revue.

- **Charge d'impôt**

Elle a été déterminée au 30 juin sur la base d'une projection sur l'exercice du taux moyen pondéré d'impôt attendu par pays, compte tenu de l'estimation d'un résultat taxable sur l'exercice.

- **Avantages au personnel à long terme**

En l'absence de changement significatifs, la charge constatée au compte de résultat du 30 juin est estimée sur la base des projections 2007 indiquées dans les rapports d'actuaire établis au 31 décembre 2006. Un écart actuariel lié à l'évolution des taux d'intérêt a été estimé au 30 juin 2007 et constaté en capitaux propres.

- **Durée d'amortissement des relations clients**

Au 30 juin 2007, les durées d'amortissement des relations clients acquises aux Etats-Unis ont été revues et ramenées à une durée de 10 ans maximum. L'impact de ce changement d'estimation est une charge complémentaire d'amortissement de 0,6 M€ sur le premier semestre 2007.

3. Faits marquants du 1^{er} semestre 2007

Opérations sur le capital

La société mère Bureau Veritas SA a procédé à une réduction de capital par rachat de ses propres actions pour 152,6 millions d'euros le 5 mars 2007. Elle a été financée par un tirage additionnel sur le crédit syndiqué (cf. note 9 – Passifs financiers).

Le 18 juin 2007, le Groupe a procédé à une distribution de dividendes à hauteur de 100 millions d'euros prélevés sur le bénéfice net de l'année 2006.

Acquisitions

Le 29 juin 2007, le Groupe a acquis 100 % du groupe CCI par l'acquisition de sa holding pour un prix en numéraire de 79,3 millions de dollars australiens. Fondée en 1977 et avec son siège social à Newcastle près de Sydney (Australie), CCI Holdings Limited (CCI) fournit des services d'essais en laboratoire et de certification, ainsi que de l'assistance technique, principalement pour les industries de l'extraction minière et les industries de process.

D'autres acquisitions ont été réalisées en Allemagne et en Autriche pour des prix non significatifs.

Introduction en bourse

Lors de son assemblée générale du 4 juin 2007, Wendel, la société mère de Bureau Veritas, a confirmé l'introduction en bourse du Groupe avant la fin 2007 si les conditions de marché le permettent. Wendel entend conserver la majorité du capital après l'opération.

4. Information sectorielle

Les opérations intra-groupe entre les secteurs sont éliminées des montants présentés.

Le Groupe a utilisé les mêmes principes lors de l'établissement de l'information sectorielle semestrielle que ceux appliqués dans les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la certification aéronautique a été reclassée de la division Services aux Gouvernements et Commerce international au profit de la division Certification. Les chiffres d'affaires du premier semestre 2006 de ces deux divisions ont été retraités au nouveau périmètre.

	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2007	1 ^{er} semestre 2006
Marine	121,6	103,3	35,1	28,5
Industrie	133,5	106,1	12,8	11,0
Inspection, Vérification en service	124,5	117,5	5,2	8,4
Hygiène Sécurité & Environnement	95,8	96,1	3,8	6,4
Construction	186,2	187,4	18,1	14,4
Certification	119,7	111,5	20,7	17,7
Biens de consommation	120,4	118,8	22,4	21,1
Services aux gouvernements et au commerce international	67,7	55,8	12,7	5,7
Total	969,4	896,5	130,8	113,2

5. Eléments du résultat opérationnel

	30-juin-07	30-juin-06
Achats de matières	(5,2)	(4,6)
Sous-traitance opérationnelle	(60,4)	(60,1)
Locations immobilières et mobilières	(37,2)	(33,8)
Transports et déplacements	(85,2)	(80,9)
Frais de mission refacturés aux clients	19,6	19,4
Autres services extérieurs	(115,0)	(111,2)
Total achats et charges externes	(283,4)	(271,2)
Salaires et primes	(398,2)	(370,4)
Charges sociales	(96,4)	(87,1)
Autres charges liées au personnel	(10,0)	(10,8)
Total frais de personnel	(504,6)	(468,3)
Provisions sur créances	(2,3)	(6,2)
Provisions pour risques et charges	(2,0)	2,4
Total (dotations) / reprises de provisions	(4,3)	(3,8)
Autres produits d'exploitation	2,8	3,0
Frais d'étude d'introduction en bourse	(4,1)	-
Perte de valeur des écarts d'acquisition	(0,3)	-
Résultat de cessions d'activités	-	(0,2)
Coûts de réorganisation	(0,3)	(1,1)
Frais de gestion de l'actionnaire principal	(1,0)	(1,0)
Autres charges d'exploitation	(1,1)	(1,9)
Total autres charges d'exploitation	(6,8)	(4,2)

6. Ecarts d'acquisition

	2007	2006
Valeur brute	473,7	434,0
Pertes de valeur	(13,9)	(13,9)
Solde au 1^{er} janvier	459,8	420,1
Complément sur acquisitions d'années antérieures	0,8	4,4
Acquisitions de l'exercice	49,4	41,9
Cessions d'activités consolidées		(1,0)
Allocation aux (actifs) / passifs identifiés	(5,8)	3,1
Pertes de valeur de la période	(0,3)	–
Ecart de change	(2,5)	(8,8)
Valeur brute	515,6	473,6
Pertes de valeur	(14,2)	(13,9)
Solde au 30 juin	501,4	459,7

Les acquisitions conclues au cours de l'exercice 2006 n'avaient pas fait l'objet d'une affectation systématique de leur prix d'acquisition aux actifs identifiables au 31 décembre 2006. Ces affectations ont été réalisées au 30 juin 2007, portant principalement sur l'identification et la valorisation des relations clients et des impôts différés correspondants. L'affectation d'écart d'acquisition restant à effectuer au 30 juin 2007 porte sur CCL, acquis le 29 juin 2007 (cf. note 7 — acquisitions).

Au 30 juin 2007, les écarts d'acquisition affectés à des UGT (« Unités génératrices de trésorerie ») qui faisaient état de réalisations inférieures aux prévisions, ont fait l'objet de tests de dépréciation. La méthode utilisée pour établir la valeur recouvrable d'une UGT est identique à celle décrite dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Le taux d'actualisation retenu a été revu. Il s'appuie sur le coût moyen du capital du Groupe. Il est de 9,4 % sur toutes les zones géographiques, sauf l'Amérique du Nord pour laquelle le taux retenu est de 9,9 %. Les taux d'actualisation utilisés sont des taux après impôt appliqués aux flux futurs de trésorerie nets d'impôt.

Au 30 juin 2007, la valeur recouvrable des UGT est significativement supérieure à leur valeur comptable, à l'exception des UGT « Construction », « Hygiène Sécurité et Environnement » de la zone Amérique du Nord pour chacune desquelles le surplus est proche de 3 % de la valeur recouvrable.

Une analyse de la sensibilité des hypothèses retenues pour la détermination de la valeur recouvrable de chacune des deux UGT de la zone Amérique du Nord donne les résultats suivants :

- Si le taux de marge opérationnelle utilisé pour les prévisions à 5 ans avait été inférieur de 0,3 % par rapport aux estimations retenues, la valeur recouvrable aurait été proche de la valeur nette comptable.
- Si le taux d'actualisation avait été supérieur de 0,2 % par rapport à celui spécifiquement retenu pour l'Amérique du Nord, la valeur recouvrable aurait été proche de la valeur nette comptable.

7. Acquisitions

Le 29 juin 2007, le Groupe a acquis 100 % du groupe CCI par l'acquisition de sa holding pour un prix en numéraire de 79,3 millions de dollars australiens. Fondée en 1977 et avec son siège social à Newcastle près de Sydney (Australie), CCI Holdings Limited (CCI) fournit des services d'essais en laboratoire et de certification, ainsi que de l'assistance technique, principalement pour les industries de l'extraction minière et les industries de process.

Du 1^{er} janvier au 30 juin 2007, le chiffre d'affaires estimé de CCI est de 22,2 millions d'euros et son résultat net estimé est de 0,6 million d'euros.

Il est prévu de céder une des activités de CCI représentant environ 10 % de son chiffre d'affaires et 5 % de son résultat opérationnel. Au 30 juin 2007, les actifs et passifs de cette activité sont présentés au bilan en actifs et passifs destinés à être cédés.

D'autres acquisitions ont été réalisées en Allemagne et en Autriche pour des prix non significatifs.

L'affectation du prix d'acquisition aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis en fonction de leurs justes valeurs n'a pas été effectuée au 30 juin 2007, en raison de l'incidence non significative de cette allocation sur les comptes du 30 juin. Ainsi, le montant de l'écart d'acquisition indiqué ci-dessous est déterminé avant cette affectation. L'affectation des écarts d'acquisition issus des acquisitions du 1^{er} semestre 2007 sera finalisée au 31 décembre 2007.

	30-juin-07
Coût des activités acquises	50,8
Frais d'acquisition	2,7
Coût sur acquisitions des années antérieures	0,8
Coût total des activités acquises	54,3

Actifs et passifs acquis	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actif non courant	7,7	4,8
Actif courant hors trésorerie	10,5	9,6
Actifs destinés à être cédés	-	1,4
Passif courant hors endettement	(8,1)	(7,5)
Passif non courant hors endettement	(1,6)	(1,5)
Passifs destinés à être cédés	-	(0,7)
Endettement	(5,1)	(5,1)
Intérêts minoritaires acquis	-	-
Trésorerie des sociétés acquises	3,1	3,1
Total des actifs et passifs acquis	6,5	4,1
Ecarts d'acquisition		50,2

Les coûts des activités acquises sont exclusivement payés en numéraire. L'impact sur la trésorerie de l'exercice des acquisitions est le suivant :

	30-juin-07
Coût des activités acquises	(54,3)
Trésorerie des sociétés acquises	3,1
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin	0,6
Coût payé sur acquisitions des années antérieures	(4,0)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(54,6)

8. Capital souscrit et paiements en actions

● Réduction du capital

La société mère Bureau Veritas SA a procédé à une réduction de capital par rachat de ses propres actions pour 152,6 millions d'euros le 20 février 2007. Elle a été financée par un tirage additionnel sur le crédit syndiqué (cf. note 9 – Passifs financiers).

● Plans de stock-options

Un nouveau plan d'options a débuté le 31 janvier 2007. Au 30 juin 2007, le nombre d'options octroyées était de 70 000 pour un prix d'exercice fixe de 173,04 euros.

Le nouveau plan est un plan d'options de souscription d'actions donnant lieu à l'émission d'actions nouvelles lors de la levée de l'option. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de

régler les options en numéraire. Les options sont subordonnées à l'accomplissement de 5 années de service. Les options sont d'une durée de 8 ans après la date d'octroi. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées durant l'exercice ressort à 33,65 euro par option (1^{er} semestre 2006 : 12,34 euro).

Les principales hypothèses des modèles de valorisation pour le plan mis en place en 2007 sont les mêmes que pour les plans mis en place en 2006 et décrites dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, à l'exception du taux d'intérêt annuel sans risque qui a été retenu à 4,0 %.

Au premier semestre 2007, la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 0,4 millions d'euros (1^{er} semestre 2006 : 0,7 million d'euros).

- **Bons de souscription d'action (BSA)**

Aucun BSA n'a été annulé ni exercé au 1^{er} semestre 2007.

9. Passifs financiers

	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31 décembre 2006					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	444,7	-	(73,1)	268,8	102,8
Autres passifs financiers non courants	5,1	-	(1,4)	3,7	-
Passifs financiers non courants	449,8	-	(74,5)	272,5	102,8
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	42,4	42,4			
Concours bancaires	7,3	7,3			
Autres passifs financiers courants	12,9	12,9			
Passifs financiers courants	62,6	62,6			
Au 30 juin 2007					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	676,9	-	(68,1)	543,5	65,3
Autres passifs financiers non courants	4,0	-	(0,5)	3,5	
Passifs financiers non courants	680,9	-	(68,6)	547,0	65,3
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	68,7	68,7			
Concours bancaires	12,5	12,5			
Autres passifs financiers courants	11,1	11,1			
Passifs financiers courants	92,3	92,3			

L'augmentation de la dette entre le 31 décembre 2006 et le 30 juin 2007 est principalement due à des opérations d'acquisitions, de rachat d'actions en février 2007 et au versement du dividende en juin 2007.

La décomposition des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (courants et non-courants) par devise se présente comme suit :

	30-juin-07	31-déc-06
Dollar US (USD)	361,5	381,2
Euros (EUR)	322,1	47,3
Livre Sterling (GBP)	50,4	50,6
Autres Devises	11,6	8,0
Total	745,6	487,1

Les dettes financières auprès des établissements de crédit sont contractées à taux variable et sont indexées sur les taux de référence en fonction de la devise du tirage (Euribor, Libor USD et Libor GBP, respectivement pour les tirages en Euro, en USD et en GBP).

Le financement du groupe est essentiellement composé d'un crédit syndiqué négocié en mai 2006, lui-même constitué d'une tranche amortissable de 530 millions d'USD à échéance mai 2013 et d'une tranche revolving de 550 million d'euros dont l'échéance a été portée à mai 2012.

Au 30 juin 2007, le montant utilisé du crédit syndiqué s'élève à 728,3 millions d'euros (répartis entre tranche amortissable et revolving). La tranche amortissable est complètement tirée. Le montant non tiré s'élève à 214,7 millions d'euros, soit la partie non tirée de la tranche revolving.

Au 30 juin 2007, les mêmes covenants financiers que ceux en vigueur au 31 décembre 2006, selon l'accord du Crédit Syndiqué mis en place le 22 mai 2006 étaient applicables. Ces covenants étaient respectés au 30 juin 2007, ainsi qu'au 31 décembre 2006.

Les dates contractuelles de révision des taux sont, pour la quasi-totalité de la dette, inférieures à 6 mois.

Les taux d'intérêt des emprunts bancaires révisés aux dates d'arrêtés sont détaillés ci-dessous :

Devise d'emprunt	30-juin-07	31-déc-06
Dollar US (USD)	5,57 %	5,86 %
Euros (EUR)	4,36 %	4,22 %
Livre Sterling (GBP)	6,18 %	5,83 %

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour toutes les tranches, à l'exception de la tranche US pour laquelle le TIE est de 5,80 % au 30 juin 2007 (5,78 % au 31 décembre 2006).

10. Passifs éventuels

● Garanties octroyées

Le montant et les échéances des garanties données sont les suivantes :

	Total	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
au 31 décembre 2006	46,1	24,9	13,8	7,4
au 30 juin 2007	45,6	27,6	17,2	0,8

Les garanties octroyées incluent des garanties et cautions de type garanties bancaires et garanties parentales. La nature de ces transactions est décrite en détail en Note 28 aux états financiers consolidés 2006

Au 30 juin 2007 et 31 décembre 2006, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties décrites ci-dessus est faible. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

11. Résultats par action

Résultat de base

	30-juin-07	30-juin-06
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	83.036	67.484
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	10.317	11.391
Résultat de base par action (en euros par action)	8,05	5,92

Résultat dilué

Comme décrit en détail en Note 26 aux états financiers consolidés 2006, les bons de souscription d'actions ne sont pas inclus dans le calcul de résultat dilué.

	30-Jun-07	30-Jun-06
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	83.036	67.484
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	10.317	11.391
Ajustements :		
– options de souscription d'actions (en milliers)	198	178
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	10.515	11.569
Résultat dilué par action (en euros par action)	7,90	5,83

12. Dividendes par action

Le 18 juin 2007, le Groupe a procédé à une distribution de dividendes à hauteur de 100 millions d'euros prélevés sur le bénéfice net de l'année 2006 (1^{er} semestre 2006 : néant).

13. Transactions avec les parties liées

La société Wendel a reçu au titre de frais de gestion 1,0 million d'euros aux 1^{ers} semestres 2006 et 2007.

14. Evénements postérieurs à la clôture

Depuis octobre 2005, la Société détient une participation minoritaire de 43 % du capital de la société ECA mais sans aucun contrôle. Le groupe ECA, fondé en Catalogne et présent dans toute l'Espagne, a réalisé en 2006 un produit d'exploitation de 172 millions d'euros et un résultat d'exploitation de 19,2 millions d'euros. Au 31 décembre 2006, le montant de la dette financière d'ECA (hors immobilier) s'élevait à 43 millions d'euros (donnée non audité). Le 23 août 2007, Bureau Veritas a signé l'acquisition du solde du capital de la société ECA pour un prix de 123,5 millions d'euros après cession des actifs immobiliers. La prise de contrôle ne sera effective qu'après l'accord des autorités de la concurrence espagnoles.

20.1.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de Bureau Veritas pour le premier semestre 2007

Aux actionnaires
Bureau Veritas SA
17 bis, place des Reflets
92400 Courbevoie

Mesdames, Messieurs,

A la suite de la demande qui nous a été faite et en notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons procédé à l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bureau Veritas SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire pour les besoins du document de base. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 — norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Fait à Paris et à Neuilly, le 28 août 2007

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Bellot Mullenbach & Associés

Jean-François Châtel

Thierry Bellot

Pascal de Rocquigny

20.2 DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES

Les dernières informations financières de Bureau Veritas ayant été vérifiées par les commissaires aux comptes et figurant dans la présente actualisation du Document de base concernent les comptes consolidés du semestre clos le 30 juin 2007.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du Document de base et de la présente actualisation sont disponibles sans frais auprès de la Société ainsi que sur son site Internet (www.bureauveritas.fr) et sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org).

Les documents juridiques relatifs à la Société devant être mis à la disposition des actionnaires, conformément à la réglementation applicable, ainsi que les informations financières historiques du Groupe pourront être consultés au siège de la Société.

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Le 23 août 2007, la Société, qui détenait déjà environ 43 % du capital et des droits de vote de la société Inversiones y Patrimonios de ECA Global, S.A (« ECA ») acquis en 2004 et 2005 pour un montant de 28 millions d'euros, a conclu un contrat pour l'acquisition du solde du capital de cette société, portant ainsi sa participation à 100 %. Cette acquisition est ferme et définitive sous la seule condition suspensive de l'approbation des autorités de la concurrence en Espagne.

Avec ses 3.700 employés, ECA est principalement présent en Espagne dans les métiers de l'Inspection et Vérifications en service et de l'Industrie, et a développé son activité dans ses métiers à partir de la Catalogne. L'activité internationale (principalement en Amérique latine, France, Portugal et Italie) représente environ 10 % du chiffre d'affaires du groupe. Par ailleurs les actifs immobiliers détenus par le groupe seront re-cédés aux vendeurs dans le cadre de l'opération.

Cette acquisition permet à la Société d'acquérir une position de leader sur le marché catalan et de devenir un acteur global en Espagne sur les métiers d'inspection et de contrôle.

Le coût de l'acquisition du solde du capital de cette société s'élève à 123,5 millions d'euros après cession des actifs immobiliers. Cette acquisition sera financée par endettement bancaire.

Sur l'exercice 2006, ECA a réalisé un produit d'exploitation de 172 millions d'euros, un résultat opérationnel de 19,2 millions d'euros et un résultat net de 8,7 millions d'euros. Le montant de la dette financière d'ECA au 31 décembre 2006 s'élevait à 43 millions d'euros (hors immobiliers). Les comptes 2006 du groupe ECA ont été préparés conformément aux normes comptables espagnoles applicables, qui peuvent différer sensiblement des normes IFRS. D'autre part, ils ont été audités et certifiés sans réserve par KPMG Espagne, mais n'ont fait l'objet d'aucune revue par les commissaires aux comptes de Bureau Veritas.



BUREAU
VERITAS